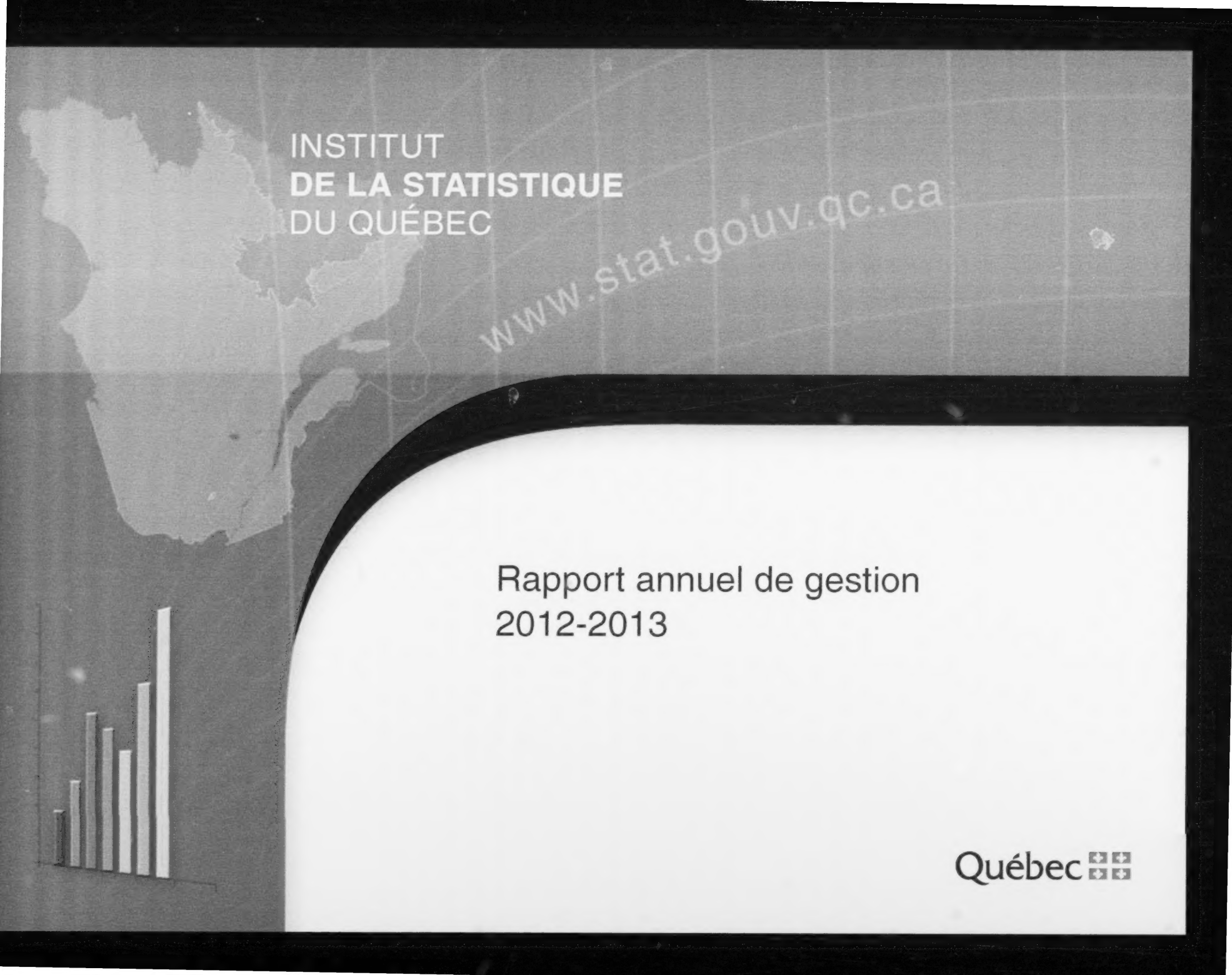


Rapport annuel de gestion 2012-2013

Québec

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Rapport annuel de gestion 2012-2013

Québec

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

BUREAU DE MONTRÉAL
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090 (sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Compte Twitter : @statquebec

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2013
ISBN : 978-2-550-68848-8 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-68849-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2013

Tous droits réservés pour tous les pays.

Septembre 2013

Crédits des photographies

p.9 : © iStockphoto.com/stevecoleimages
p.13 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p.23 : © iStockphoto.com/blackred
p.45 : © iStockphoto.com/konradlew
p.61 : © iStockphoto.com/skynesher
p.63 : © iStockphoto.com/Yuri_Arcurs
p.73 : © iStockphoto.com/FélixLaframboise
p.107 : © iStockphoto.com/mattjeacock

Pochette : Organigramme au 31 mars 2013
© iStockphoto.com/lisegagne

Sommaire des résultats liés au Plan stratégique 2009-2014 :
© iStockphoto.com/nikada

Québec, le 30 septembre 2013

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
1045, rue des Parlementaires
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 33 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, le Rapport annuel de gestion de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2013.

Ce rapport rend compte des réalisations et des résultats de l'équipe de l'Institut en lien avec son nouveau plan stratégique et avec son plan d'action de développement durable. Il est structuré de manière à permettre de mesurer l'atteinte des objectifs établis conformément aux diverses exigences de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*. Il contient également de nombreux renseignements d'intérêt public qui aident à mieux connaître l'organisation.

Je profite de l'occasion pour remercier tout le personnel de l'organisation pour sa contribution à l'avancement de l'information statistique pour et sur le Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances et de l'Économie,

Nicolas Marceau

Québec, le 28 juin 2013

Monsieur Nicolas Marceau
Ministre des Finances et de l'Économie
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

En 2013, le monde de la statistique publique québécoise célèbre 100 ans d'évolution et de progrès. Le Bureau des statistiques de Québec, devenu l'Institut de la statistique du Québec, a été fondé il y a maintenant un siècle. Cette année est doublement significative puisque 2013 a été promulguée *Année internationale de la statistique*. Ces célébrations représentent autant d'occasions de souligner l'importance de la statistique pour un regard objectif sur l'évolution de la société québécoise.

C'est avec fierté et une volonté de reconnaissance pour toutes les personnes (membres du personnel de l'Institut, membres de l'Assemblée nationale et autres citoyens) qui ont contribué au développement de la statistique au Québec que je vous transmets le présent Rapport annuel de gestion de l'Institut de la statistique du Québec. Ce rapport présente les principales réalisations de l'Institut au cours de l'exercice financier 2012-2013 en fonction de son Plan stratégique 2009-2014, de son Plan d'action de développement durable 2008-2013 et de sa Déclaration de services aux citoyens.

Au nom de l'Institut de la statistique du Québec, je réitère notre engagement à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique produite pour le Québec.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ

Le *Rapport annuel de gestion 2012-2013* de l'Institut de la statistique du Québec présente fidèlement la mission et la vision de l'organisme.

Ce rapport expose les orientations et les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014 et rend compte des engagements relatifs à la Déclaration de services aux citoyens. Il comprend également une description de l'utilisation des ressources au sein de l'Institut.

À notre connaissance, les données contenues dans le Rapport annuel de gestion 2012-2013 ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2013.

Les données financières ont été vérifiées par le Vérificateur général du Québec.

Stéphane Mercier
Directeur général

Patricia Caris
Directrice générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales

Pierre Cauchon
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse économiques

Debra Dollard
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique

Marie-José Péan
Secrétaire
Directrice générale adjointe à la coordination institutionnelle

09 PARTIE 1 PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

13 PARTIE 2 BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

23 PARTIE 3 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

45 PARTIE 4 RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

46 Plan d'action de développement durable 2008-2013

59 Changements climatiques

61 PARTIE 5 RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

63 PARTIE 6 UTILISATION DES RESSOURCES

73 PARTIE 7 EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

74 Accès aux documents et protection des renseignements personnels

75 Programme d'accès à l'égalité en emploi

81 Allègement réglementaire et administratif

82 Éthique

83 Emploi et qualité de la langue française dans l'Administration

84 Politique de financement des services publics

85 Rapport du Vérificateur général et états financiers

105 Liste des enquêtes statistiques

107 ANNEXES

108 Annexe 1 – Liste des publications

112 Annexe 2 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut de la statistique du Québec

POCHETTE ORGANIGRAMME AU 31 MARS 2013

SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
CADRISQ	Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec
CID	Centre d'information et de documentation
CISQ	Comité pour l'information statistique pour le Québec
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
EPSEBE	Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être
EQDEM	Enquête québécoise sur le développement des enfants de la maternelle
EQES	Enquête québécoise sur l'expérience de soins
EQLAV	Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement
EQSJS	Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire
ETC	Équivalent temps complet
MDDEFP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
PIB	Produit intérieur brut
RED	Registre des événements démographiques
R-D	Recherche et développement
RI	Ressources informationnelles

01

PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Ces informations enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

L'Institut est responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général et publie annuellement les résultats de l'enquête sur la rémunération comparée des salariés. Il établit et tient à jour le bilan démographique du Québec et assure le suivi des indicateurs de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Organisation de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut décline son expertise en matière d'information statistique régionalisée le cas échéant, dans les domaines suivants :

- Culture et communications
- Démographie et données sociales
- Développement durable
- Économie et finances
- Régions
- Santé, éducation et bien-être
- Travail et rémunération

L'Institut offre également des services de nature scientifique et technique, à savoir la réalisation d'enquêtes, d'études et d'analyses, de travaux méthodologiques et de traitement des données ainsi que la réalisation d'études d'impact économique.

L'Institut facilite l'utilisation des statistiques disponibles à des fins de recherche afin d'en maximiser l'exploitation dans le respect de la confidentialité.

En partenariat, il favorise la coordination des activités statistiques des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté d'un secrétariat, de quatre directions générales adjointes, de douze directions et de cinq services. Les responsabilités des directions générales adjointes touchent les domaines des statistiques économiques et sociales, les services à la production statistique et la coordination institutionnelle.

Enfin, le directeur général peut compter sur un Comité d'éthique, formé principalement d'experts externes, qui émet des recommandations fondées sur des principes reconnus en matière d'éthique dans le respect des participants aux enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2013 est présenté dans la pochette.

AU CŒUR DE VOTRE RÉFLEXION, EN APPUI À VOS DÉCISIONS, NOTRE LEADERSHIP, NOTRE EXPERTISE, NOTRE CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT DU QUÉBEC.

CLIENTÈLE ET PARTENAIRES

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble, incluant les membres de l'Assemblée nationale et les représentants des médias. L'administration publique constitue toutefois la plus grande part de sa clientèle.

L'Institut met également ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées, des organisations syndicales, patronales et du milieu associatif.

Tout en demeurant le lieu privilégié de la production et de la diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats dans une perspective de collaboration et de complémentarité.

L'Institut de la statistique du Québec agit à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada en présentant les besoins statistiques de l'administration publique québécoise. Il maintient également des liens avec les agences statistiques de différents pays.

COMITÉS CONSULTATIFS

À l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de voir ses partenaires contribuer à la réflexion portant sur le développement de la production statistique au Québec, l'Institut s'est doté de comités consultatifs. Au total, 13 comités sont en place dans les principaux domaines d'activité de l'Institut :

- Comité sur l'information statistique pour le Québec;
- Comité sur la science, la technologie et l'innovation;
- Comité sur les statistiques démographiques et sociales;
- Comité sur les statistiques du travail et de la rémunération;
- Comité de concertation de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), y compris ses comités consultatifs :
  - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques;
  - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion;
  - sur le disque et les arts de la scène;
  - sur le livre, la littérature et les bibliothèques;
  - sur le multimédia;
  - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives;
  - sur les municipalités et les administrations locales;
  - sur la recherche universitaire.

02

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

La présente section fait état des événements et des réalisations qui ont marqué l'année 2012-2013.

CENT ANS DE PATRIMOINE STATISTIQUE

L'année 2013 est doublement significative puisqu'elle marque à la fois le 100e anniversaire de la création du Bureau des statistiques de Québec, l'ancêtre de l'Institut de la statistique du Québec et l'*Année internationale de la statistique*. L'Institut célèbre 100 ans d'évolution et de progrès de la statistique publique au Québec et, plus largement, l'importance de la statistique sur plusieurs aspects de la vie des citoyens. Plusieurs événements y seront associés tout au long de cette année commémorative.

Fondé en novembre 1913, le Bureau des statistiques de Québec, l'un des plus vieux organismes gouvernementaux, a démarré ses activités cinq ans avant le Bureau fédéral de la statistique, l'ancêtre de Statistique Canada. L'Institut de la statistique du Québec s'est développé à travers un long processus de consolidation et d'enrichissement. Au cours de cette longue période, deux idées maîtresses ont guidé son développement : offrir un portrait juste et précis de l'évolution de la société québécoise et, pour ce faire, regrouper au sein d'un organisme indépendant la meilleure expertise disponible.

L'Institut est devenu une référence dans les milieux de la recherche ainsi qu'auprès de ses partenaires de l'administration publique québécoise, des médias mais, surtout, des Québécois. La compétence et l'esprit d'innovation des membres du personnel de l'Institut sont autant de pierres d'assise de cette reconnaissance. Les réalisations de l'année 2012-2013 témoignent de la qualité de l'engagement de l'organisation envers une production statistique pertinente et objective pour le Québec.

RÉALISATIONS MARQUANTES DE 2012-2013

L'ÉCONOMIE ET LES RÉGIONS

L'économie numérique

Dans le cadre de la Stratégie de l'économie numérique pour le Québec, l'Institut a été mandaté pour réaliser un cadre conceptuel d'un tableau de bord d'indicateurs ainsi que deux enquêtes visant à déterminer les modalités d'accès à Internet des ménages et des entreprises sur le territoire québécois. Quelque 18 000 entreprises et 70 000 ménages ont été approchés au cours de ces enquêtes qui comptent parmi les plus importantes jamais réalisées au sein de l'Institut, tant par le nombre de participants que par leur complexité. Le volet « entreprise » a permis d'établir l'utilisation d'Internet par les entreprises au temps zéro de la *Stratégie*. L'étude sur les ménages a servi à déterminer les modalités d'accès à Internet des ménages, MRC par MRC, sur le territoire québécois.

L'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes

En appui à la *Stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes*, l'Institut a réalisé pour une toute première fois l'*Enquête québécoise sur l'industrie de l'environnement*. Cette enquête fournit des données sur les revenus, les exportations, les emplois et l'effort de la R-D liés à la production de biens et de services environnementaux.

L'occupation et la vitalité des territoires

Depuis l'adoption de la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*, l'Institut poursuit ses travaux visant à soutenir la mise en œuvre de la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016*. Celui-ci a analysé la qualité statistique des indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires et a produit un avis préalablement à l'adoption de ces indicateurs par le gouvernement.

L'économie sociale

Dans la foulée des travaux sur la société du savoir, l'Institut a réalisé une *Étude de faisabilité pour la production d'un portrait statistique sur l'économie sociale* au bénéfice du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'industrie bioalimentaire

L'*Enquête sur l'apiculture au Québec* a été réalisée en 2012-2013 auprès de 365 entreprises. Les résultats de cette enquête ont été utilisés pour la monographie de l'industrie apicole du Québec.

Québec Mines 2012

L'Institut tenait un kiosque lors du congrès Québec Mines 2012, événement qui réunit les principaux intervenants du secteur minier québécois. Cette présence lui a permis de faire connaître ses produits destinés à la mesure de l'activité minière au Québec, notamment en ce qui concerne la production minérale et l'investissement minier, mais également de rencontrer les intervenants de l'industrie.

Le tourisme et le modèle intersectoriel

Dans le cadre d'un symposium d'envergure internationale portant sur le tourisme comme levier de développement économique présenté sous les auspices de la Chaire de tourisme Transat de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, l'Institut a présenté une conférence portant sur le *Modèle intersectoriel du Québec : Les études d'impact économique* et sur son rôle en la matière.

LA DÉMOGRAPHIE

Le Québec compte 8 000 000 d'habitants

Dans le Bilan démographique du Québec pour l'année 2012, l'Institut a estimé que le Québec compte désormais un peu plus de 8 millions d'habitants. Sur la base des données du Recensement canadien de 2011, l'Institut a également livré les plus récentes estimations de la population par municipalité. Les statistiques démographiques sont plus larges que le seul compte de la population. Ainsi, les naissances et la fécondité, l'espérance de vie et le vieillissement, les décès, la migration interrégionale et les caractéristiques des couples ont fait l'objet de travaux et de publications.

Le vieillissement démographique

La compréhension des impacts du vieillissement démographique exige la mise en commun d'expertises diversifiées. Un tout premier tableau de bord sur cet enjeu a été diffusé sur le site Web de l'Institut. Ce portail sur le vieillissement démographique regroupe une multitude d'indicateurs statistiques et de travaux d'analyse présentés de manière interactive.

Dans le cadre du 80e Congrès de l'ACFAS 2012, l'Institut organisait, en collaboration avec le Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, un colloque ayant pour titre « Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer ». Cet événement a réuni un nombre important d'intervenants. Plusieurs spécialistes de l'Institut ont fait des présentations dans l'un ou l'autre des ateliers. Les actes de ce colloque sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Soulignons la parution dans *Zoom Santé*, d'articles portant sur les indicateurs de santé chez les aînés et les chutes chez les personnes âgées vivant à domicile.

DES DÉFIS STATISTIQUES ET DES PROJETS D'ENVERGURE

L'estimation des coûts de santé liés au tabac

En vertu de la Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac et à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux, l'Institut a réalisé des travaux méthodologiques permettant aux experts retenus par le Procureur général du Québec d'établir le coût des soins liés à la consommation de tabac. Il s'agit d'un travail colossal : plus de 97 millions d'enregistrements extraits de fichiers de diverses enquêtes ou de fichiers administratifs ont été analysés afin d'estimer les montants de la réclamation du coût des soins de santé liés au tabac. À la suite de ces travaux, le gouvernement du Québec réclame devant les tribunaux 60 milliards de dollars en compensation pour le recouvrement de ces coûts de santé pour la période 1970-1971 à 2029-2030.

Les enjeux méthodologiques

La majorité des enquêtes font l'objet d'un accompagnement étroit de la Direction de la méthodologie et de la qualité de l'Institut. L'introduction des modes de collecte mixtes, des méthodes optimales visant à améliorer les taux de réponse et sa qualité, la désaisonnalisation des données et de nombreux autres enjeux méthodologiques sont pris en compte par les experts de l'Institut. Lors d'une rencontre tenue en 2012-2013 entre ces experts et ceux de Statistique Canada, ces enjeux ont fait l'objet de travaux et de présentations.

Une révision historique du PIB

Les données du produit intérieur brut et de ses diverses composantes font l'objet de révisions périodiques. Celles-ci permettent l'intégration des nouveaux concepts internationaux de comptabilité nationale, des modifications dans la classification des secteurs économiques ainsi que des améliorations méthodologiques et statistiques. Ces changements s'inscrivent dans la révision approfondie du système de comptabilité nationale du Canada. En février 2013, l'Institut a diffusé les données refondues à partir de 2007. L'exercice mené récemment par l'équipe chargée des comptes économiques comprend également le passage de l'année de référence de 2002 à 2007. Il s'agit d'un travail considérable réalisé sur de courts délais. Pour le Québec, cette révision historique vise une amélioration de la mesure des variations mensuelles du PIB, dues à une couverture étendue des secteurs industriels. Il faut noter que l'impact des changements apportés sur la mesure des grands mouvements de fonds de l'économie demeure faible et ne modifie pas la tendance du PIB.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La rémunération et les tendances salariales

À l'automne 2012, l'Institut lançait une analyse de la rémunération et des tendances salariales au Québec. Cette nouvelle publication offre une analyse détaillée des perspectives salariales sous un format simple et attrayant. Les résultats plus complets du rapport *Rémunération des salariés : État et évolution comparés* demeurent disponibles.

Les pratiques de formation en emploi au Québec

L'Institut a pris part aux travaux de la Commission des partenaires du marché du travail dès les débuts de cette dernière. En 2012-2013, il a réalisé l'*Enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec*, laquelle fait le point sur la formation liée à l'emploi en établissant les déterminants favorisant le développement d'une culture de formation. Les résultats obtenus permettront de mieux cibler les actions encourageant le développement et la reconnaissance des compétences. Cette étude distingue les entreprises assujetties à la Loi sur les compétences (loi du 1 %) des entreprises non assujetties à cette loi. La dernière enquête d'une telle envergure portant sur le sujet remonte à près de 10 ans.

Les travailleurs expérimentés

Dans le cadre des travaux de la *Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleurs et travailleuses expérimentés de 55 ans et plus*, l'Institut en est à compléter le portrait de la situation de ces travailleurs. Après avoir analysé certaines conditions économiques des travailleurs expérimentés à l'aube de leur retraite ainsi que l'évolution de la qualité de leur emploi, la dernière étude parue au début de l'année 2013 explorait la situation personnelle et professionnelle de ceux-ci à l'égard de trois thématiques : leur état de santé, le stress vécu au travail et la satisfaction à l'égard du travail. Ces trois publications ont été réalisées à partir de données de l'*Enquête sur les travailleurs âgés* de Statistique Canada.

La qualité de l'emploi

Les développements liés à la thématique de la qualité de l'emploi se sont poursuivis au cours de 2012-2013. Soulignons la publication d'un article dans la Revue internationale du Travail, sous le titre « *La qualité de l'emploi salarié au Québec et au Royaume-Uni entre 1998 et 2008 : Évolution selon le genre et la situation familiale* ».

LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS

L'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ)

En suivant le développement de milliers d'enfants sur plusieurs années, l'ELDEQ vise à comprendre les trajectoires qui, pendant la petite enfance et l'enfance, conduisent au succès ou à l'échec dans le système scolaire. Dans la poursuite de cet objectif, plusieurs publications ont été versées dans le site Internet de l'ELDEQ (www.jesuisjeserai.stat.gouv.qc.ca).

Parmi les thématiques explorées, mentionnons les caractéristiques des enfants vulnérables lors de l'entrée à l'école, la relation enseignant-élève, les facteurs liés à la réussite aux épreuves obligatoires de français en sixième année et les caractéristiques des élèves à risque de décrochage scolaire au secondaire.

L'Institut a produit une base de données regroupant l'ensemble des informations recueillies auprès des familles des enfants suivis depuis leur naissance jusqu'à l'âge de 13 ans dans le cadre de l'ELDEQ. Une entente relative à la collecte de données 2013 (collecte de secondaire III) a été conclue entre l'Institut et ses partenaires.

L'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)

Ce recensement dresse un portrait des enfants de la maternelle relativement à leur niveau de développement dans cinq domaines spécifiques : santé physique et bien-être; compétences sociales; maturité affective; développement cognitif, développement langagier et habiletés de communication; connaissances générales. Grâce à la collaboration de près de 4 000 enseignants, quelque 65 000 questionnaires concernant leurs élèves ont été récoltés à la fin de l'enquête, en mai 2012.

Ces données serviront à orienter l'*Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants* mise sur pied par plusieurs partenaires nommément le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Famille et l'organisme Avenir d'enfants.

LES GRANDES ENQUÊTES EN SANTÉ

La santé des jeunes du secondaire

L'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS) livre progressivement les résultats attendus. La population visée est composée de tous les élèves de la 1re à la 5e année du secondaire inscrits dans les écoles québécoises publiques et privées, francophones et anglophones. Au total, 63 196 jeunes, répartis dans 16 régions sociosanitaires du Québec, ont participé à cette vaste enquête qui permet de mieux connaître leur état de santé et ses déterminants.

Après la publication d'un premier tome sur la méthodologie de l'enquête, un second volume intitulé *Le visage des jeunes d'aujourd'hui : leur santé physique et leurs habitudes de vie* traite des habitudes alimentaires, de l'activité physique, du poids et de l'apparence corporelle, de l'usage de la cigarette, de la consommation d'alcool et de drogues, des comportements sexuels et de la perception de l'état de santé. Les résultats ont fait l'objet de présentations tant au Québec qu'à l'étranger, notamment au congrès de l'*American Public Health Association*.

L'expérience de soins de santé

Pour la première fois au Québec, une enquête a documenté plusieurs aspects de la performance du système de santé, comme l'accessibilité, la continuité, l'efficacité, l'équité d'accès, la réactivité et la sécurité. Au total, 48 100 personnes ont participé à l'*Enquête québécoise sur l'expérience de soins*. Outre un premier rapport traitant de la méthodologie de l'enquête, un second volume présente le portrait de la population ayant un médecin de famille et des personnes ayant besoin d'un médecin selon un ensemble de caractéristiques sociodémographiques, socioéconomiques et liées à la santé. Les caractéristiques des personnes ayant accès à un établissement habituel de soins et l'expérience vécue sont décrites dans ce rapport.

Les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement

Les travaux d'analyse des résultats de l'*Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement* (EQLAV) se sont poursuivis tout au long de l'année 2012-2013. Rappelons que cette enquête, qui a joint près de 25 000 personnes, poursuit l'objectif général de fournir des données statistiques sur l'utilisation des services de santé et des services sociaux ainsi que sur les besoins non comblés. Le premier rapport est consacré à la présentation des grands paramètres méthodologiques de l'enquête dont le plan d'échantillonnage, la collecte des données et leur traitement.

L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Le plafond de verre

Lors de la journée internationale des femmes, l'Institut a publié une analyse sur l'accès des femmes aux emplois de gestion. *L'accès des femmes aux emplois de gestion : un plafond de verre ?* montre qu'entre 1987 et 2012, la situation des femmes s'est améliorée même si ces dernières demeurent sous-représentées dans les emplois de gestion. Par contre, les jeunes femmes de 15 à 34 ans affichent une meilleure représentativité dans ce type d'emploi que leurs aînées.

La Politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*

En appui au Plan d'action 2011-2015 de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, l'Institut a réalisé une enquête mesurant l'exposition des enfants à la violence conjugale, les attitudes générales des parents au regard de la discipline physique et de l'éducation des enfants et la conciliation travail-famille ou le stress familial.

Au cours de l'exercice 2012-2013, l'Institut a effectué la collecte principale et construit les indicateurs et les tableaux requis pour l'analyse. L'équipe chargée du projet a également élaboré un cadre d'analyse en consultation avec des experts. Cette enquête s'est déroulée selon la planification initiale et en conformité avec les engagements de l'Institut et de ses partenaires au sein du plan d'action. Les résultats de l'enquête seront publiés en juin 2013.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L'ENVIRONNEMENT

Les comptes des écosystèmes

Par sa participation à des réunions d'experts de calibre mondial, l'Institut contribue à l'élaboration du Système de comptabilité environnementale et économique des Nations Unies sur les comptes expérimentaux des écosystèmes. Il s'agit d'une reconnaissance exceptionnelle de la qualité de l'expertise québécoise.

La mesure du capital naturel

Le projet pilote des *Comptes des terres de la région Chaudière-Appalaches* se poursuit selon l'échéance initiale. Ces travaux ont été présentés lors de la réunion du Groupe de Londres sur la comptabilité environnementale. Les résultats seront publiés en 2013-2014.

Les indicateurs de développement durable

Une nouvelle publication, le *Recueil des indicateurs de développement durable*, présente une description des indicateurs de développement durable pour le Québec et des indicateurs de suivi de la *Stratégie gouvernementale de développement durable*. Ce recueil devient un document de référence essentiel.

À L'ÉGARD DE LA CULTURE

Les danseurs et chorégraphes

Dans le cadre du programme d'enquêtes sur les professions artistiques, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec a publié un portrait des conditions de pratique de la danse au Québec. Cette monographie *Les danseurs et chorégraphes québécois : Portrait des conditions de pratique de la profession de la danse au Québec, 2010* est le deuxième ouvrage portant sur les professions artistiques et s'inscrit dans une série d'études sur la situation socioéconomique des artistes québécois. Elle a été saluée pour sa qualité et son originalité.

Les dépenses culturelles des Québécois

L'article paru dans le bulletin Optique culture : *Évolution des dépenses culturelles des ménages québécois de 1997 à 2009* a permis de constater la place grandissante accordée à l'achat de produits d'accès à la culture par rapport aux produits culturels.

L'état du Québec 2012

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec a contribué à l'ouvrage *L'état du Québec 2012*, édité par l'Institut du Nouveau Monde et publié chez Boréal, avec un article intitulé *Les arts et la culture en quelques chiffres*. Il s'agit d'une première pour l'Observatoire.

LA DIFFUSION DES STATISTIQUES ET DES DONNÉES PUBLIQUES

La modernisation des sites Internet de l'Institut

Pour l'ensemble des agences statistiques, le site Web est l'outil de diffusion par excellence. La fréquentation des sites, tant ici qu'ailleurs, a littéralement bondi au cours des dernières années. Ceux de l'Institut, incluant le site Web de la BDSO, seront modernisés en prenant en considération l'évolution des normes internationales, l'accès aux données dans des formats dynamiques et interactifs, les standards de sécurité de plus en plus élevés et l'accessibilité pour les personnes handicapées.

Ce projet majeur, visant à assurer la conservation du patrimoine statistique du Québec, fait l'objet d'une planification rigoureuse. Des consultations seront menées auprès des partenaires et des utilisateurs des sites Internet de l'Institut tout au long de sa mise en œuvre. Le processus est déjà bien amorcé.

L'accès aux données publiques ou l'invitation à un gouvernement 2.0

L'accès aux données publiques est devenu un enjeu majeur dans une optique de démocratisation de l'information et de soutien à la gouverne et à la recherche. Sous de multiples vocables, « gouvernement 2.0 », « gouvernement ouvert » ou « open data », ce mouvement a engendré de très nombreuses initiatives ici comme ailleurs vers une plus grande accessibilité des données publiques.

C'est dans cette perspective que l'Institut a déposé un mémoire à la Commission des institutions lors de la consultation générale sur le rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information *Technologies et vie privée : à l'heure des choix de société*. Dans le respect de ses obligations en matière de confidentialité et de protection des renseignements personnels, l'Institut souhaite apporter une contribution significative à un gouvernement ouvert, compte tenu de son rôle de coordonnateur statistique pour l'administration publique québécoise et de son expertise en matière de protection de la confidentialité des données et de gestion des ressources informationnelles.

Un appui pour la recherche

L'augmentation du nombre de demandes d'accès aux données à des fins de recherche constitue la meilleure illustration des possibilités offertes par l'analyse des microdonnées. Que ce soit le RED, le CADRISQ ou la plateforme EPSEBE, les services d'accès ont tous récemment contribué à des projets de recherche importants.

Les résultats d'une étude inédite, réalisée grâce à la collaboration de l'Institut, ont été dévoilés dans le *Canadian Medical Association Journal* en septembre 2012. D[re] Anne Monique Nuyt et son équipe du Centre hospitalier universitaire de Sainte-Justine ont bénéficié de la plateforme EPSEBE et de l'expertise de l'Institut pour réaliser cette étude qui dévoile que les femmes nées avant terme présentent un risque plus élevé de subir des complications durant une grossesse que les femmes nées à terme. La diffusion de ces résultats a largement dépassé les frontières du Québec.

VISITE D'UNE DÉLÉGATION

C'est avec plaisir que l'Institut a reçu la visite d'une délégation du Ministère de l'Intérieur de Taipei à Taïwan. Les représentants du gouvernement taïwanais souhaitaient en apprendre davantage sur le système statistique canadien et québécois ainsi que sur le mode de fonctionnement de l'Institut.

Quelques chiffres sur l'année 2012-2013

360 Près de **360 employés** engagés à la réalisation d'enquêtes, à la production, à l'analyse et à la diffusion de statistiques pertinentes, fiables, objectives et de qualité sur le Québec

100 Plus de **100 publications**, capsules et articles

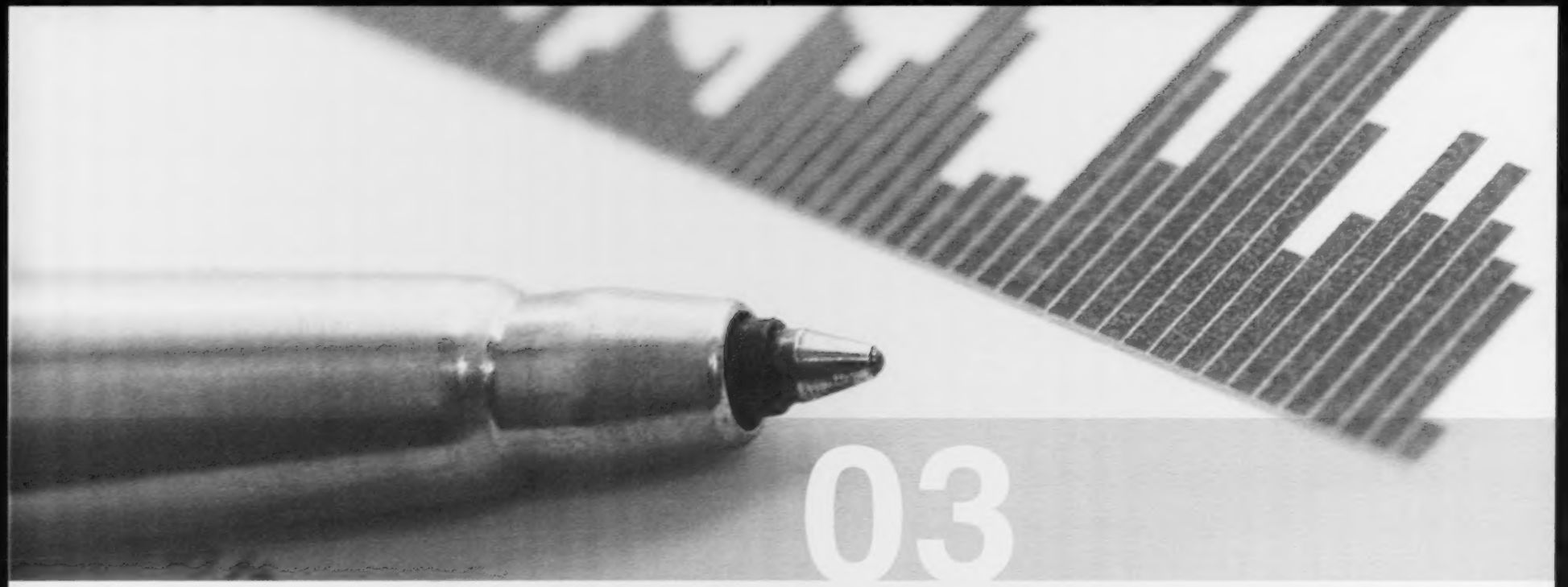
2 650 **2 650 articles, mentions, demandes d'information et entrevues dans les médias**

1 600 000 **1 600 000 sessions de travail** sur le site de l'Institut

600 Consultation de quelque **600 partenaires** dans le but de favoriser le développement du système statistique québécois

43 **23 000 entreprises** et **124 000 citoyens** ont participé aux **43 enquêtes** menées par l'Institut

64 **64 présentations d'experts** lors de grands événements à caractère scientifique au Québec, au Canada et sur la scène internationale.



03

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Les résultats liés au Plan stratégique 2009-2014, dont la structure est exposée dans le tableau synoptique ci-dessous, sont présentés en fonction de chacun des objectifs. Ce plan compte 35 indicateurs dont un fait toujours l'objet d'une évaluation. La majorité des indicateurs comportent des cibles.

NOTRE MISSION

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Ces informations enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

NOTRE VISION

Au cœur de votre réflexion, en appui à vos décisions : notre leadership, notre expertise, notre contribution à l'avancement du Québec.

ENJEUX

I	S	Q
Innovation pour un système statistique québécois intégré	Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec	Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATIONS

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles	Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité	Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXES D'INTERVENTION

Promotion d'alliances stratégiques	Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires	Adéquation de notre offre de service	Utilisation de l'information statistique	Engagement des ressources humaines	Pratiques de gestion performante
Objectifs **1-2**	Objectifs **3-4**	Objectifs **5-6**	Objectifs **7-8**	Objectifs **9-10-11**	Objectifs **12-13**

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 1

INTENSIFIER LES EFFORTS POUR ANTICIPER LA CONNAISSANCE STATISTIQUE NÉCESSAIRE POUR LE QUÉBEC

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des tribunes pertinentes	**12** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**595** organisations consultées
Nature des domaines de connaissance	**14** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**115** activités de veille **2** projets innovants

Le directeur général, la secrétaire de l'Institut et les directeurs généraux adjoints participent activement à diverses tribunes gouvernementales où sont présents élus et hauts dirigeants de la fonction publique québécoise.

L'Institut considère ces tribunes comme des lieux privilégiés permettant de saisir l'émergence de nouveaux besoins et d'établir les bases d'échanges constructifs qui enrichiront l'offre de produit et service. En 2012-2013, la participation de l'Institut a permis de créer et de consolider de nouveaux partenariats.

L'Institut a mis sur pied le Comité sur l'information statistique pour le Québec (CISQ). Ce comité regroupe les dirigeants de plusieurs ministères de l'administration publique québécoise.

Il importe également de souligner la tenue de plusieurs rencontres entre l'Institut et les dirigeants de ministères et d'organismes québécois.

Ces rencontres concrétisent souvent des projets de développement majeurs. À titre d'exemple, l'Institut a eu le privilège de contribuer au livre vert : *Le goût et le plaisir de bouger : vers une politique nationale du sport, du loisir et l'activité physique* mis de l'avant par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. L'Institut a aussi amorcé des travaux au bénéfice du Secrétariat à la jeunesse du ministère du Conseil exécutif en vue de la préparation d'un portrait statistique inédit de la jeunesse québécoise.

L'Institut prête également attention aux préoccupations et aux besoins exprimés par ses propres comités consultatifs, par les comités d'orientation de projets de même que par les tables de travail et les comités directeurs et scientifiques.

Au cours de la dernière année, l'Institut a consulté régulièrement de multiples acteurs de divers horizons afin de prévoir les besoins statistiques du Québec.

En 2012-2013, les spécialistes de l'Institut ont amorcé et poursuivi des travaux novateurs.

À titre d'exemples, mentionnons :

- la qualité de l'emploi en région et chez les immigrants;
- les indicateurs culturels;
- la valeur des services offerts par les bibliothèques publiques;
- les travaux reliés à l'estimation de la demande touristique québécoise;
- les indicateurs liés à l'occupation et à la vitalité des territoires;
- la violence familiale dans la vie des enfants;
- la qualité des services éducatifs.

L'approfondissement des réalités du vieillissement démographique a mobilisé des ressources importantes pour la réalisation de présentations et de publications, notamment dans le cadre des activités de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS).

L'ELDEQ est une source considérable d'information qui ouvre des perspectives inédites en matière de recherche et de développement. Encore cette année, plusieurs projets ont été réalisés par l'équipe chargée de cette enquête longitudinale, notamment en ce qui a trait aux premières années de vie des enfants québécois (0 à 5 ans).

La prévision des tendances se traduit également par des activités de veille et de recherche et développement (R-D). Ces activités de veille prennent diverses formes : la production de revues de la littérature, de dossiers de veille ou de bulletins ainsi que la participation à des conférences et à des colloques.

Il faut mentionner que tous les professionnels réalisent une veille continue dans leur domaine respectif d'expertise. La fonction de veille formelle a été revue avec le repositionnement du réseau de veille intégré des politiques publiques.

Les activités de recherche et développement comprennent deux volets, soit les activités R-D et les projets innovants, selon les définitions proposées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les indicateurs culturels et la mesure des comptes de l'environnement sont autant de champs de recherche explorés par les spécialistes de l'Institut au cours de la dernière année.

NATURE DES ACTIVITÉS DE VEILLE	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Bulletins de veille interne	17
Revues de la littérature – Rapport d'analyse	2
Participations à des conférences et des colloques	96

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 1

Promotion d'alliances stratégiques

OBJECTIF 2

CONSOLIDER LE SYSTÈME DE STATISTIQUES OFFICIELLES DANS UNE PERSPECTIVE DE COMPLÉMENTARITÉ ET DE COHÉRENCE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles	En évaluation
Nombre et nature des activités de consolidation	**32** activités
Pourcentage des statistiques officielles disponibles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	**33 %**

La consolidation du système de statistiques officielles se réalise progressivement dans le cadre d'une concertation des principaux acteurs gouvernementaux.

La création du Comité sur l'information statistique pour le Québec participe à cette volonté de mieux anticiper les enjeux de l'administration publique québécoise.

Le taux de couverture des besoins du Québec en statistiques officielles demeure donc un indicateur en évaluation dans la recherche d'un partenariat renforcé au sein de l'administration publique québécoise.

L'Institut poursuit des travaux importants afin de cerner, de manière objective, les besoins de statistiques officielles pour le Québec, notamment des travaux de documentation et d'analyse pour soutenir les différentes politiques publiques et stratégies gouvernementales en élaboration.

NATURE DES ACTIVITÉS DE CONSOLIDATION	NOMBRE D'ACTIVITÉS
Achat regroupé de données statistiques	17
Représentation auprès de Statistique Canada pour les besoins d'un ministère ou d'un organisme	3
Collaboration avec des ministères et des organismes afin d'éviter les répétitions et les chevauchements	12
Participation conjointe à des enquêtes de Statistique Canada	---

L'Institut est engagé en faveur de la concertation en matière statistique au bénéfice des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise. Les activités de consolidation s'inscrivent dans cette recherche de complémentarité et de cohérence.

La Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) représente l'un des plus importants partenariats de la fonction publique québécoise. Cette plateforme regroupe 28 ministères et organismes qui oeuvrent à l'amélioration du système statistique québécois.

Plus de 33 % des statistiques produites par l'Institut ont été intégrées progressivement et sont actuellement accessibles à partir de cette banque de données.

L'ensemble des 28 ministères et organismes ont déposé des données dans la BDSO en vertu des ententes initiales.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 3

ALLÉGER LES DEMANDES D'INFORMATION AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**424** publications et tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**22** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal	**33 %**

Les participants aux enquêtes, tant les citoyens que les entreprises, contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut. Tout en valorisant leur apport, l'Institut cherche à alléger leur tâche en exploitant les données administratives, en consolidant les demandes d'information provenant de plus d'une entité ou en recourant à des modes de collecte adaptés à la réalité de ces participants.

En considérant l'ensemble des documents publiés ou mis à jour au cours de l'exercice 2012-2013, le volume de production réalisée à partir de sources de données existantes est de 424 publications et mises à jour de tableaux. Il s'agit d'un résultat similaire à celui de l'exercice précédent.

Par contre, le pourcentage du volume de publications et de mises à jour réalisées à partir de sources existantes, soit 77,4 %, marque une hausse d'un peu plus de quatre points par rapport au précédent exercice financier.

L'atteinte d'un taux de réponse satisfaisant demeure un défi qui se pose à toutes les agences de statistiques officielles. L'adoption de pratiques novatrices s'avère un moyen privilégié pour obtenir la collaboration des citoyens et des entreprises.

La définition de l'indicateur « volume d'enquêtes utilisant le multimodal » a été resserrée considérablement afin de refléter l'évolution des techniques de collecte d'information.

Seul le critère de diversité des modes de collecte offerts aux participants par l'Institut est considéré. Les différentes possibilités de transmission de l'information des participants vers l'Institut ne sont plus retenues dans le calcul de l'indicateur.

Ce changement implique une variation importante de la mesure de cet indicateur au regard des résultats précédents mais reflète mieux la réalité actuelle des opérations de collecte.

Sur cette nouvelle base, le volume d'enquêtes multimodales atteignait 33 % en 2012-2013 ou 14 enquêtes sur 43. Il s'agit d'un résultat sensiblement équivalent à l'année précédente. Il importe de souligner une augmentation du nombre d'enquêtes offrant le multimodal, ce nombre passant de 11 en 2011-2012 à 14 en 2012-2013.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 1

Innovation pour un système statistique québécois intégré

ORIENTATION 1

Stimuler le développement d'une gouvernance novatrice en matière de statistiques officielles

AXE D'INTERVENTION 2

Valorisation de l'apport des répondants et des partenaires

OBJECTIF 4

DE CONCERT AVEC LES PARTENAIRES, ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume des sources de données disponibles	**1 064** sources
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**27** ententes

La diversification des sources de données et la réalisation d'ententes pluriannuelles visent à assurer la stabilité de la production statistique.

L'Institut puise largement aux sources de données existantes en s'assurant toujours de la qualité des données intégrées à ses publications. En 2012-2013, 1 064 sources de données ont été utilisées afin d'enrichir les produits offerts par l'Institut.

Au fil des ans, l'Institut a conclu 27 ententes afin d'assurer la disponibilité à long terme de données. Ces transferts de données font l'objet d'ententes spécifiques principalement avec Statistique Canada mais également avec plusieurs ministères et organismes de l'administration publique québécoise dont l'Agence du revenu, la Régie des rentes, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Famille, la Régie de l'assurance maladie du Québec ainsi que plusieurs organismes oeuvrant dans le secteur agroalimentaire.

Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 5

MISER SUR DES PRODUITS ET DES SERVICES PERMETTANT À NOS CLIENTS DE RÉAGIR À LA DYNAMIQUE ÉVOLUTIVE DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Volume d'utilisation des produits et services	**81** ententes **64** présentations **1 615 633** sessions Web **657 096** consultations
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 650** mentions

L'Institut a mis son expertise, principalement en matière d'études d'impact économique, à la disposition de 81 clients.

En 2012-2013, l'Institut a accordé 18 licences afin d'autoriser des organisations, des centres de recherche, des collèges, des établissements d'enseignement ainsi que des chercheurs et des enseignants à utiliser ses données (tableaux ou rapports).

Après plusieurs années de croissance, la fréquentation du site Web enregistre une légère baisse. L'intérêt médiatique pour les travaux de l'Institut demeure élevé en dépit de la baisse attendue suivant les modifications au Recensement 2011 et la controverse qui en a découlé depuis l'année 2010-2011.

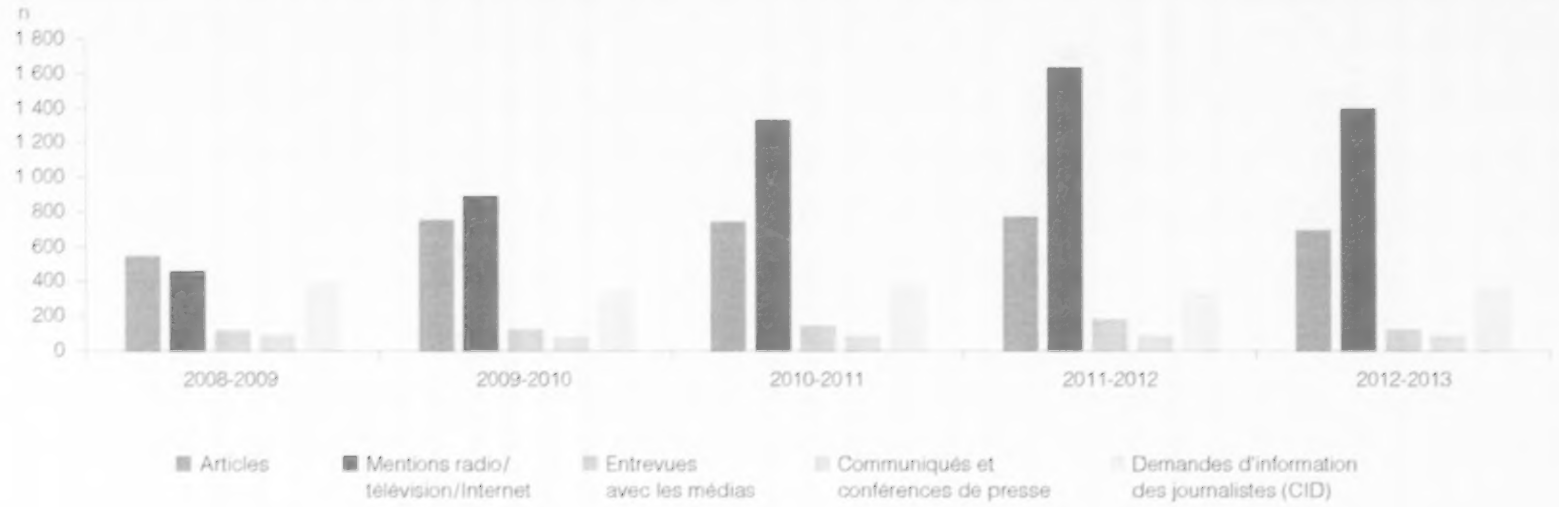
PRODUITS ET SERVICES PAR TYPE D'UTILISATEUR

Nombre d'ententes	Ministères et organismes	Municipalités et régions	Entreprises	Autres
2012-2013	22	6	49	4

VOLUME D'UTILISATION DES PRODUITS ET DES SERVICES

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Variation 2012-2013/ 2011-2012
Présentations à un congrès, un colloque ou un séminaire	68	77	71	67	64	–4,5 %
Sessions sur le site Web (en milliers)	1 042,1	1 091,7	1 199,8	1 641,1	1 615,6	–1,6 %
Consultations des publications			476 652	667 053	657 096	–1,5 %

NOMBRE DE CITATIONS DANS LES MÉDIAS



Sources :
Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins de connaissance statistique pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à une demande caractérisée par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 3

Adéquation de notre offre de service

OBJECTIF 6

MAINTENIR LA QUALITÉ ET LA NEUTRALITÉ DE NOTRE INFORMATION STATISTIQUE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des clients	**n. d.**
Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	**97 %** (CID) **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)
Taux de conformité aux dates de publication	**72,2 %**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	**100,0**

Conformément à sa Déclaration de services aux citoyens, l'Institut a pris un engagement à l'égard des délais de traitement des demandes d'information des citoyens. Au cours de l'exercice financier 2012-2013, le Centre d'information et de documentation (CID) a traité 97 % des demandes d'information dans un délai maximal de trois jours.

De même, les Services d'accès aux données à des fins de recherche ont traité 100 % des demandes reçues quant à leur recevabilité dans un délai maximal d'un mois.

LE TAUX DE CONFORMITÉ AUX DATES DE PUBLICATION

Au 30 mars 2012, l'Institut publiait le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2012-2013*. Ce document informe la clientèle des publications et des mises à jour prévues au cours de la prochaine année.

De plus, il sert à établir la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services. Le Calendrier s'avère également un précieux outil de planification.

En 2012-2013, le taux de conformité aux dates de publication annoncées a été de 72,2 %. Ce résultat demeure inférieur à la cible fixée dans le Plan stratégique, soit 90 %. Il marque toutefois une progression par rapport à l'année 2011-2012.

LE TAUX DE RÉPONSE AUX ENQUÊTES

Le taux de réponse aux enquêtes est l'une des principales mesures de performance du Plan stratégique 2009-2014. Il s'agit d'un défi majeur pour toutes les grandes organisations statistiques. En 2012-2013, quelque 23 000 entreprises et 124 000 citoyens ont répondu aux enquêtes menées par l'Institut.

Les résultats obtenus lors des enquêtes, tant auprès des ménages que des entreprises, permettent de procéder à l'inférence statistique à la population visée, une condition essentielle à la production d'un portrait réel d'une situation.

L'Institut s'est doté de divers moyens pour maintenir la qualité des informations statistiques (modes de collecte adaptés, validation des outils de collecte, etc.). Deux grandes catégories d'enquêtes sont menées par l'Institut, à savoir les enquêtes auprès des ménages et des individus et celles auprès des entreprises et des institutions.

Des stratégies distinctes ont été élaborées en vue de favoriser l'atteinte d'un taux de réponse permettant la production de données fiables. En ce qui concerne l'année 2012-2013, la moyenne des taux de réponse aux enquêtes auprès des individus et des ménages est de 60,4 %. Du côté des enquêtes auprès des entreprises et des institutions, la moyenne des taux de réponse est de 85,2 %.

Afin d'assurer une comparaison de la performance de l'Institut, un ratio a été défini concernant chaque enquête terminée en 2012-2013 et pour laquelle une donnée antérieure similaire est disponible, donc comparable. Le rapport entre le taux de réponse obtenu en 2012-2013 et le taux de réponse antérieur est établi et permet de bâtir cet indicateur. La valeur finale du ratio est obtenue en calculant la moyenne des rapports relatifs des enquêtes ainsi considérées.

Concernant l'année 2012-2013, le ratio est de 100,0*, c'est dire que le taux de réponse s'est maintenu de 2011-2012 à 2012-2013, ce qui représente en soi un résultat intéressant. Fait remarquable, ce ratio est demeuré positif ou neutre durant toute la période couverte par le Plan stratégique 2009-2014, compte tenu des stratégies mises en place pour contrer les tendances à la baisse des taux de réponse vécues tant sur le plan national qu'international.

---

* Explication de la valeur de l'indicateur :

- s'il prend la valeur 100, on peut dire que la tendance est stable et que les taux de réponse aux enquêtes comparables se maintiennent par rapport à l'année précédente;
- s'il prend une valeur supérieure à 100, les taux de réponse sont en progression;
- s'il est toutefois inférieur à 100, les taux de réponse ont tendance à décroître.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 7

ASSURER UN ACCÈS CONVIVIAL
À L'INFORMATION STATISTIQUE
EN MISANT SUR LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des modes de prestation de services	**3** services améliorés
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	n. d.

La refonte des sites Web de l'Institut et de la BDSO mobilise des efforts importants au sein de l'Institut. Cet investissement contribuera à mieux desservir les utilisateurs dans le respect des nouvelles normes en matière d'accessibilité.

Outre ce vaste projet qui se poursuivra en 2013-2014, la Direction des services informationnelles et technologiques a procédé à trois améliorations majeures au bénéfice de la clientèle :

- ajout de 64 nouveaux tableaux dynamiques dans la BDSO pour la présentation des résultats d'enquêtes en santé;
- amélioration à l'application « Commerce international » pour tenir compte de l'adoption de la nouvelle classification des produits et de la nouvelle structure des données;
- enrichissement de la vitrine sur le vieillissement démographique avec l'ajout de 37 jeux de données ainsi que l'introduction d'un tableau de bord.

Dans le cadre de la modernisation du site Web de l'Institut et de celui de la BDSO, il est déjà prévu que des consultations seront menées auprès des utilisateurs. Aucune évaluation du taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès n'a donc été menée en 2012-2013.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 2

Satisfaction des besoins
de connaissance statistique
pour l'épanouissement du Québec

ORIENTATION 2

Répondre efficacement à
une demande caractérisée
par la complexité et la diversité

AXE D'INTERVENTION 4

Utilisation de l'information statistique

OBJECTIF 8

MAXIMISER L'EXPLOITATION
DES DONNÉES PAR DES TIERS
À DES FINS DE RECHERCHE
ET DE PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**65** projets
Nombre de banques de données utilisées	**181** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**11** alliances

Parmi les 65 projets actifs, 40 résultent de l'exploitation des données d'enquêtes de l'Institut, 22 ont trait au Registre des événements démographiques et trois font l'objet d'appariement de banques de données. Deux de ces derniers sont en phase d'analyse de faisabilité et un en phase d'appariement.

On compte 10 nouveaux contrats d'exploitation de données en 2012-2013 et 11 avenants pour modification de contrat.

Sources :
Direction générale adjointe aux services à la production statistique, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse sociales, Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 9

ASSURER LA DISPONIBILITÉ DE L'EXPERTISE

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de vulnérabilité des emplois	**19,1 %**
Nombre de jours de formation par ETC	**2,24** jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**1,81 %**
Taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables	**3,57 %**

La perte de l'expertise est considérée comme l'un des risques majeurs pouvant compromettre les objectifs stratégiques de l'organisme. En 2012-2013, le taux de vulnérabilité des emplois a atteint 19,1 %, ce qui représente une légère hausse par rapport à l'exercice 2011-2012. L'expérience et l'expertise des employés de l'Institut représentent autant de composantes essentielles de l'offre de service. La vaste majorité (87 %) des emplois dits vulnérables sont liés directement à la production statistique.

Plusieurs actions concrètes ont été mises en œuvre afin d'assurer la pérennité de l'expertise, notamment en matière de transfert d'expertise et de documentation des projets stratégiques.

Ces initiatives favoriseront à terme, une diminution du taux de vulnérabilité des emplois.

Les investissements en formation constituent, pour un organisme de haut savoir tel que l'Institut, un volet important de la gestion proactive des ressources humaines. Toutefois, le respect des exigences gouvernementales en matière de finances publiques et le contexte budgétaire difficile au sein de l'organisme exigent et entraînent une réduction des dépenses de formation.

Le nombre de jours de formation par *équivalent temps complet* (ETC) est de 2,2 en 2012-2013, soit un résultat inférieur à la cible de 3,5 jours par ETC établie dans le Plan stratégique 2009-2014.

Le pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement est passé de 2,3 % en 2011-2012 à 1,8 % en 2012-2013.

NOMBRE DE JOURS DE FORMATION PAR ETC

	Nombre de jours de formation par ETC
2012-2013	2,24
2011-2012	3,00
2010-2011	3,80
2009-2010	5,88
2008-2009	3,57

TAUX DE ROULEMENT DU PERSONNEL OCCUPANT DES EMPLOIS VULNÉRABLES

	Emplois réguliers vulnérables	Emplois occasionnels vulnérables	Total emplois vulnérables
		%	
2012-2013	n. d.	n. d.	2,27
2011-2012	1,08	1,79	1,35
2010-2011	1,03	0,75	0,92
2009-2010	4,15	0,76	2,78
2008-2009	0,52	0,90	0,66

Le taux de roulement du personnel occupant des emplois vulnérables se situe à 3,57 % sur la base de la nouvelle définition établie par le Secrétariat du Conseil du trésor. Cette définition comprend désormais les départs à la retraite. Toutefois, en demeurant sur une base comparable aux années précédentes, ce taux atteint 2,27 % en 2012-2013.

Toute définition confondue, il s'agit d'une augmentation marquée par rapport aux résultats observés en 2011-2012. Cette hausse du taux de roulement est attribuable au départ, du côté du personnel occasionnel, de plusieurs employés en quête d'un poste permanent suivant l'adoption de nouvelles dispositions touchant cette catégorie d'emploi. Cette situation explique en majeure partie l'augmentation du taux de roulement des emplois vulnérables.

À titre indicatif, pour l'ensemble des emplois au sein de l'Institut, le taux de roulement du personnel occasionnel passe de 5,36 % en 2011-2012 à 10,48 % en 2012-2013.

Dans le cadre de la démarche d'actualisation de la gestion de la planification de la main-d'œuvre, les gestionnaires ont maintenant accès à un système convivial favorisant un meilleur suivi des actions et de l'historique des facteurs d'influence.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 10

MAINTENIR LA MOBILISATION ET LA MOTIVATION DU PERSONNEL AFIN DE RELEVER NOS DÉFIS

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Taux de satisfaction des employés	**n. d.**
Taux d'absentéisme (année civile 2011)	**3,98 %**
Taux de participation des employés à une activité de mobilisation et de motivation	**100 %**

L'étude du climat organisationnel et le taux d'absentéisme sont autant d'indicateurs du degré de mobilisation et de motivation du personnel au sein d'une organisation.

La prochaine étude à cet égard est prévue pour l'automne 2013. La dernière, menée en septembre 2010, révèle que 93 % des employés se disent satisfaits ou très satisfaits de la qualité du climat organisationnel. La cible institutionnelle est fixée à 90 %.

Le taux d'absentéisme à l'Institut, mesuré pour l'année civile 2011, atteignait 3,98 %, ce qui représente une légère hausse par rapport à l'année précédente. Toutefois, il demeure de manière constante sous la moyenne de l'ensemble des ministères et des organismes de l'administration publique québécoise (4,95 %).

Cette différence s'explique en partie par une moindre prévalence des dossiers d'invalidité à long terme.

Les mesures préventives mises en place par l'Institut, notamment le programme santé et les initiatives liées à l'amélioration de la qualité de vie au travail contribuent à réduire le taux d'absentéisme.

En 2012-2013, tous les employés de l'Institut de la statistique du Québec ont participé à une activité de mobilisation ou de motivation.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 5

Engagement des ressources humaines

OBJECTIF 11

RECONNAÎTRE LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES HUMAINES AU SUCCÈS DE L'ORGANISATION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**8** types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	**57,9 %**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	**100 %**

Les pratiques de reconnaissance sont bien implantées au sein de l'Institut. Ces activités contribuent à la qualité de vie au travail. Elles prennent les formes suivantes :

- rencontres d'équipe;
- plan de développement personnalisé;
- mentions spécifiques dans l'intranet;
- bonis pour rendement exceptionnel;
- activités de reconnaissance visant à souligner les réalisations majeures;
- accueil des nouveaux employés;
- célébration des 25 ans de service dans l'administration publique.
- création d'un livre virtuel pour les 10 ans de service au sein de l'Institut.

Du 1er avril 2012 au 31 mars 2013, l'Institut a signifié des attentes ou évalué le rendement de 57,9 % de ses employés. Il s'agit d'une hausse légère par rapport à l'année précédente.

Le Comité de qualité de vie au travail a complété ses travaux à la fin de l'exercice financier 2011-2012. Ce groupe de travail réunissait des employés représentant les différentes directions de l'Institut.

Le comité s'est penché sur les questions de la reconnaissance au travail et du transfert de l'expertise. Les recommandations des employés ont été déposées au Comité de direction générale en avril 2012 et approuvées et mises en oeuvre ultérieurement par l'ensemble des gestionnaires.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 12

DISPOSER DE L'INFORMATION DE GESTION INTÉGRÉE PROPICE À LA PRISE DE DÉCISION

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**2** processus révisés

SUIVI DES ENTENTES ET DES CONTRATS

La formalisation et le suivi des ententes et contrats sont primordiaux au regard de la gouvernance des projets.

Les modèles de contrats et d'ententes ont été revus afin de mieux préciser et clarifier les notions de livrables, les dispositions financières et les responsabilités des parties, notamment en matière de droits d'auteur.

Ces améliorations contribuent à simplifier les échanges avec nos partenaires et facilitent le processus d'approbation des ententes et des contrats.

Cette refonte en profondeur complète un processus amorcé en 2011-2012 visant à mieux intégrer la gestion des ententes et des contrats tant au sein de l'Institut que vis-à-vis de ses partenaires.

GESTION PRÉVISIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'Institut s'est doté d'outils avancés de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre. L'organisme dispose maintenant d'un portrait de ses facteurs d'influence sur l'environnement externe et interne.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

ENJEU 3

Qualité et agilité organisationnelle

ORIENTATION 3

Se démarquer en tant qu'organisation de haut savoir, moderne et respectueuse de ses ressources

AXE D'INTERVENTION 6

Pratiques de gestion performante

OBJECTIF 13

OPTIMISER LA GESTION DES RISQUES, DES OPÉRATIONS ET DES PROJETS EN S'INSPIRANT DES MEILLEURES PRATIQUES

INDICATEURS ET RÉSULTATS

Degré d'avancement des travaux	**4** processus révisés

La vision stratégique de l'Institut entraîne un examen rigoureux des risques stratégiques, financiers, opérationnels et technologiques. Inspirée des meilleures pratiques, l'optimisation des opérations permet de réduire ces risques et favorise une gestion financière à la fine pointe.

TABLEAU DE SUIVI DES ENTENTES ET CONTRATS

Les revenus autonomes provenant d'ententes conclues avec des clients ou des partenaires constituent plus de 50 % des revenus de l'Institut. L'élaboration d'un tableau de suivi des ententes et des contrats offre un meilleur suivi des risques budgétaires liés à la gestion des revenus autonomes, afin de mieux prévoir ces risques et d'exercer un meilleur contrôle sur les échéances contractuelles.

TABLEAU DE SUIVI DES ENQUÊTES

Pour soutenir le Comité de direction générale dans son rôle de gestionnaire du portefeuille de projets de l'Institut, un tableau de suivi des enquêtes planifiées et en cours de réalisation a été développé et est mis à jour hebdomadairement de manière à avoir en main un état de situation des plages de disponibilité pour la tenue d'opérations de collecte de données et du nombre d'intervieweurs requis selon les périodes de l'année.

DÉCISIONS DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Dans un souci de transparence et de cohésion, les décisions d'intérêt général du Comité de direction générale sont désormais accessibles à l'ensemble des employés sur l'intranet de l'Institut.

NORMES EN MATIÈRE D'IDENTIFICATION VISUELLE

Une nouvelle version du ***Cahier de normes en matière d'édition, d'impression et d'identification visuelle*** a été diffusée au sein de l'Institut. Ce document présente l'information relative à l'image institutionnelle et les normes de présentation des documents, ce qui protège ainsi l'image de l'Institut.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

04

RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2008-2013

Partenaire de la démarche gouvernementale de développement durable, l'Institut recueille, produit et diffuse les informations statistiques nécessaires au suivi des indicateurs de la Stratégie gouvernementale ainsi que les indicateurs de développement durable pour le Québec.

À cet égard, il travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). L'Institut est un membre actif du Comité interministériel du développement durable.

Le 31 mars 2009, l'Institut adoptait son Plan d'action de développement durable 2008-2013. Cette section rend compte de l'atteinte de ses objectifs.

En raison de la prolongation de la Stratégie gouvernementale jusqu'en 2015, l'Institut a ajouté un addenda à son Plan d'action de développement durable. Ce document intègre de nouvelles actions liées à l'Agenda 21 de la culture. Il est disponible sur le site Web de l'Institut.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Poursuivre la promotion du concept et des principes de développement durable

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT À LA RÉALISATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION À LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PERSONNEL

GESTES	SUIVI
Diffuser le *Plan d'action de développement durable* de l'Institut.	**Réalisé** Le Plan d'action de développement durable est accessible sur le site Web et sur l'intranet de l'Institut. En raison de la prolongation de la Stratégie gouvernementale de développement durable jusqu'en 2015, un addenda a été ajouté au plan d'action disponible sur le site Web de l'Institut.
Diffuser des capsules touchant les dimensions du développement durable.	**En continu**
Présenter le concept de développement durable et le plan d'action aux employés.	**En continu** Une formation portant sur la démarche gouvernementale et le rôle de l'Institut est offerte périodiquement aux employés. En 2012-2013, quelque 39 employés ont suivi cette formation obligatoire lors de deux séances. La grande majorité des employés de l'Institut ont déjà reçu cette formation.
Participer aux activités réalisées par le Bureau de coordination du développement durable du MDDEFP.	**Réalisé** Au 31 mars 2013, cinq employés actifs au sein du Comité de développement durable, soit plus de 40 % des personnes visées avaient suivi une ou plusieurs formations en développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Taux d'employés joints par les activités de sensibilisation au développement durable

- D'ici 2011, 100 % du personnel.

Taux d'employés joints par les activités de formation en développement durable

- D'ici 2013, 50 % du personnel ciblé.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Lors de son lancement, le *Plan d'action de développement durable 2008-2013* a fait l'objet d'une vaste campagne de diffusion au sein de l'Institut.

En 2010-2011, l'Institut menait auprès de ses employés une enquête portant sur la sensibilisation au développement durable. Cette enquête est identique à celle réalisée à l'échelle du secteur public par l'Institut à la demande du MDDEFP.

Le taux de sensibilisation des employés de l'Institut à la démarche de développement durable atteint 95 %. Toujours selon l'enquête, quelque 80 % des employés ont correctement reconnu la définition du développement durable. Le taux de réponse à l'enquête s'élève à 85 %.

Il s'agit de résultats extrêmement satisfaisants qui témoignent de l'importance des efforts investis à l'Institut en faveur de la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Faciliter la compréhension des statistiques officielles sur le développement durable

ACTION

DÉVELOPPER DES OUTILS POUR CONTRIBUER À UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES STATISTIQUES OFFICIELLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Mettre à jour la section réservée au développement durable (site Web).	**En continu** Mise à jour des indicateurs de développement durable et des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013.
	Réalisé Ajout d'une section traitant des indicateurs de développement durable sur la section jeunesse du site Web.
	Réalisé Ajout d'une section « concepts et définitions » sur le site Web.
Offrir des outils facilitant la compréhension des indicateurs de développement durable.	**En continu** Mise à jour d'un tableau de bord dynamique sur les indicateurs de développement durable dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec.
	Réalisé Nouvelle publication, *Recueil des indicateurs de développement durable*.
	Réalisé Publication de l'édition 2012 des *Indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable*.
Mettre à jour la section réservée au développement durable (intranet de l'Institut).	**En continu** Cette section traite de la *Loi sur le développement durable*, du plan d'action de l'Institut ainsi que du rôle et de la composition du Comité de développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type des outils

- Outils mis en place

Nombre de consultations des sections réservées au développement durable sur le site Web

- Hausse de 5 % par année

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Au 31 mars 2013, 83 041 consultations avaient été enregistrées dans les sections du site Web réservées au développement durable. Par rapport à l'année de référence (2009-2010), il s'agit d'une hausse de 111,3 % ce qui dépasse largement la cible initiale.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

ÉVALUER TOUT NOUVEAU PROJET DE PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE AU REGARD DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GESTES	SUIVI
Inclure les principes de développement durable dans la gestion de projets.	**Réalisé** Ce geste a été intégré à l'architecture des programmes statistiques.
Sélectionner les principes de développement durable pertinents en regard de la nature de nos activités.	**Réalisé** Un exercice a été réalisé afin d'identifier les principes de développement durable les plus pertinents considérant la nature des activités de l'Institut.
Prendre connaissance des expériences partagées par les ministères et organismes.	**Réalisé** Deux employés actifs au sein du Comité de développement durable ont poursuivi et approfondi des formations spécifiquement réservées à la prise en compte des principes de développement durable.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des nouveaux projets évalués au regard des principes de développement durable

- D'ici 2012 : 100 % des nouveaux projets.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Bien qu'aucun nouveau projet n'ait été évalué au regard de l'intégration des principes de développement durable, les grilles d'analyse intègrent plusieurs principes.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 1

Informer, sensibiliser, éduquer, innover

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 2

Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec

ACTION

AUGMENTER LA PRODUCTION D'INFORMATION STATISTIQUE INCLUANT LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU QUÉBEC

GESTES	SUIVI
Augmenter le nombre de publications qui intègrent les dimensions du développement durable	**Réalisé** Les bulletins statistiques régionaux du Québec ont été bonifiés par l'ajout de dimensions de développement durable. **Réalisé** *Le Québec chiffres en main*, édition 2013, comprend maintenant des indicateurs de développement durable, lesquels sont identifiés par le sigle DD.
Réaliser des partenariats avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques dans le domaine du développement durable.	**En cours** Ce geste est intégré à l'architecture des programmes statistiques. **En continu** Les travaux sur les comptes de l'environnement se poursuivent au sein de l'Institut avec l'ajout de plusieurs indicateurs. Ces travaux ont fait l'objet de présentations au Québec et dans le monde.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage des publications qui intègrent les dimensions du développement durable au Québec

- Hausse de 5 % par année.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Quelques publications ont été bonifiées au regard de l'intégration des dimensions du développement durable. Au 31 mars 2013, la cible n'est pas atteinte.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 2

Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 4

Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Favoriser la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail

ACTION

CONSOLIDER LES MOYENS ASSURANT LA PRÉVENTION ET PERMETTANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

GESTES	SUIVI
Animer un lieu d'échange sur la qualité de vie au travail.	**Réalisé** Le Comité sur la qualité de vie au travail a complété ses travaux en 2011-2012. Ces travaux ont porté sur la reconnaissance au travail et sur le transfert d'expertise. Les recommandations du comité ont été déposées au Comité de direction générale en avril 2012.
Actualiser et réaliser le programme santé annuellement.	**Réalisé en 2012-2013** - 31 ou 10 % des employés ont été vaccinés contre la grippe saisonnière. - 71 employés ont bénéficié du programme d'encouragement à l'activité physique, soit 23 % des employés de l'Institut. - L'Institut s'est associé au programme « Au cœur du travail » de la Fondation des maladies du cœur du Québec. Les activités liées à cette campagne se sont multipliées au cours de la dernière année : 36 employés ont participé à cette initiative. - Disponiblité d'un centre de conditionnement physique dans l'édifice de Québec. Un équipement de luminothérapie est également disponible. Une vingtaine d'employés utilisent régulièrement cet équipement.
Évaluations et adaptations ergonomiques de postes de travail.	**En continu** 27 employés ont bénéficié d'une évaluation pour des besoins spécifiques en 2012-2013, soit une augmentation marquée par rapport aux années précédentes.
Politique en matière de gestion préventive des situations de conflit et de harcèlement au travail.	**Réalisé** Actualisation de la politique en février 2012.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de moyens de prévention et d'amélioration de la qualité de vie au travail.

- Moyens de prévention et d'amélioration mis en place.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En 2012-2013, 185 personnes ont pris part à l'une ou l'autre des activités du Programme Santé. Au fil des cinq dernières années, ce programme a rejoint une proportion importante des employés de l'Institut et a connu un niveau de participation satisfaisant.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

METTRE EN ŒUVRE DES PRATIQUES ET DES ACTIVITÉS CONTRIBUANT AUX DISPOSITIONS DE LA *POLITIQUE POUR UN GOUVERNEMENT ÉCORESPONSABLE*

GESTES	SUIVI
Mettre en place une gestion intégrée des documents.	**En continu** Le plan de classification a été complété en 2009-2010. L'Institut en est aussi à compléter la refonte du calendrier de conservation des documents.
Faire l'acquisition de technologies environnementales.	**En continu** L'Institut porte une attention particulière lors de la rédaction des appels d'offre en vue de l'acquisition de biens répondant à des critères environnementaux.
Réaliser des achats écoresponsables.	**En continu** L'Institut utilise des matériaux et produits recyclés et recyclables. La Direction des ressources financières et matérielles procède à un entretien constant des équipements et du mobilier. Sur le plan des ressources informationnelles, la consommation de matériel physique, particulièrement des serveurs informatiques, est réduite en raison de l'adoption de nouvelles pratiques plus performantes du point de vue environnemental. Une démarche a été entreprise afin d'introduire des exigences en matière de participation à des événements écoresponsables. **Réalisé** Les fontaines d'eau sont maintenant alimentées par l'eau courante et munies d'un refroidisseur.

Recycler les matières résiduelles.	**En continu** L'Institut recycle ses déchets électroniques et participe au programme *Visez juste*. La récupération des matières résiduelles est en vigueur depuis 2010-2011. La Fondation Mira peut compter sur le recyclage de cartouches d'encre pour son financement. De même, des ordinateurs sont remis à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec.
Sensibiliser les employés.	**En continu** Des capsules sont diffusées régulièrement sur l'intranet.

INDICATEUR CIBLE

Nature et type de pratiques et activités.

- Pratiques et activités mises en œuvre.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

L'Institut a posé plusieurs gestes en lien avec la gestion des matières résiduelles, la sensibilisation des employés, la gestion documentaire, l'acquisition de technologies environnementales ou toute autre acquisition écoresponsable. Un cadre de gestion environnementale est présentement en voie d'approbation par la direction de l'Institut.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

RÉDUIRE L'UTILISATION DU PAPIER DANS LES STRATÉGIES ET LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DONNÉES TOUT EN ASSURANT L'ATTEINTE DES TAUX DE RÉPONSE PRÉVUS DANS LES ENQUÊTES.

GESTES	SUIVI
Établir une stratégie visant la diversification et l'intégration des modes de collecte, notamment par le Web grâce à des efforts de veille sur les meilleures pratiques.	**Nouveau** La mise en œuvre progressive d'enquêtes sur le Web devrait permettre à l'Institut de réduire considérablement la consommation de papier tout en allégeant le fardeau administratif et réglementaire des entreprises.

INDICATEUR CIBLE

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises.

> D'ici 2013, réduire de 25 % (année de référence 2008-2009 = 5,6 feuilles par entreprise).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

En 2012-2013, la taille moyenne des questionnaires des entreprises est de 3,9 feuilles, soit une réduction de près de 30 % par rapport à l'année de référence. La cible du Plan d'action de développement durable est donc atteinte et dépassée pour la période 2008-2013.

ORIENTATION GOUVERNEMENTALE 3

Produire et consommer de façon responsable

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL 6

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables

ACTION

PRIVILÉGIER LA DIFFUSION ÉLECTRONIQUE DES STATISTIQUES OFFICIELLES

GESTES	SUIVI
Privilégier la diffusion des publications par voie électronique.	**En cours** À terme, l'ensemble des publications, à l'exception des documents de référence, seront diffusées uniquement sur le site Web de l'Institut.

INDICATEUR CIBLE

Pourcentage de réduction des publications papier.

> D'ici 2013, réduire de 40 % par rapport à l'année de référence.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

La réduction des publications papier atteint 58,4 % au 31 mars 2013. La cible est donc atteinte et dépassée pour la période 2008-2013.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En vertu d'ententes spécifiques, l'Institut de la statistique du Québec est un client de la Société immobilière du Québec (SIQ). En conséquence, la SIQ se porte garante de l'Institut en ce qui a trait à l'efficacité énergétique des bâtiments.

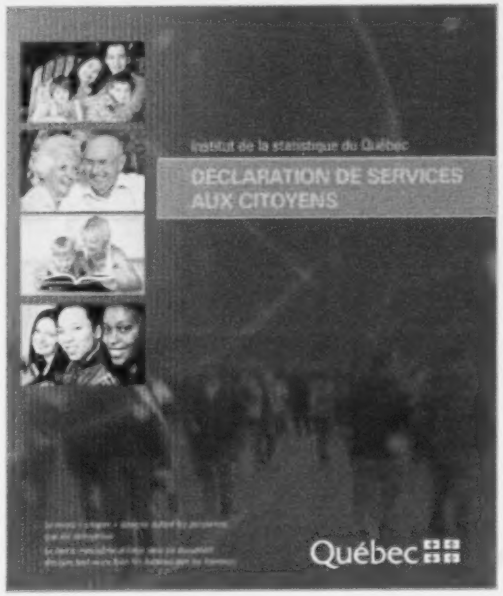
Depuis quelques années, l'Institut possède deux systèmes de visioconférence qui permettent de réduire les déplacements entre ses bureaux de Québec et de Montréal. Ces équipements sont utilisés pleinement par le personnel de l'Institut. L'efficacité de cet outil en termes d'économie de temps, d'argent et de consommation énergétique justifie entièrement les investissements initiaux.

L'Institut ne dispose d'aucun véhicule qui lui appartienne en propre, ni en location à long terme. Les employés voyagent presque exclusivement en train ou en autobus. Par diverses mesures de promotion, l'Institut favorise l'utilisation du transport en commun localement.

L'Institut se distingue par la tenue d'activités de sensibilisation, notamment dans le cadre de la Journée de l'environnement dans l'administration publique et de la Semaine des transports actifs. En 2012-2013, l'Institut a participé à une activité d'entretien de vélos à Québec et organisé une telle activité à Montréal.

05

RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS



La Déclaration de services aux citoyens *traduit l'engagement de l'Institut à offrir des services et des produits de qualité répondant aux plus hauts standards en matière de statistique publique. Cet engagement s'étend à la qualité de ses publications, à l'accessibilité de ses produits et services ainsi qu'à sa garantie de confidentialité à l'égard des participants aux enquêtes.*

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES

L'Institut accorde une grande importance à toutes les plaintes et aux commentaires reçus dans un souci constant d'amélioration de la qualité de ses services. Une plainte est l'expression d'une insatisfaction à l'égard des services obtenus. Elle est considérée comme une demande à l'autorité administrative d'agir conformément à sa déclaration de services aux citoyens.

En 2012-2013, trois plaintes officielles ont été reçues. Ces plaintes ont été traitées dans le délai fixé. L'Institut s'engage à traiter les plaintes dans un délai de cinq jours ouvrables suivant leur réception ou à informer les plaignants s'il ne peut respecter cette échéance.

Il importe de mentionner que les citoyens qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser à l'Institut par écrit, par téléphone ou par le site Web de l'Institut. L'accompagnement des personnes ayant des incapacités à formuler une plainte est également offert.

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PARTICIPANTS AUX ENQUÊTES

Les participants aux enquêtes contribuent activement à la réalisation de la mission de l'Institut, lequel garantit la confidentialité des renseignements recueillis. En outre, il s'assure d'alléger le fardeau du participant en évitant le dédoublement d'enquêtes, en exploitant les données administratives et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés. À cet égard, la mise en œuvre progressive d'enquêtes réalisées via Internet représente une évolution particulièrement intéressante.

La *Politique d'information au participant d'une enquête* expose les obligations juridiques ainsi que les normes institutionnelles qui dictent et encadrent la façon d'intervenir auprès d'un participant. Le Comité d'éthique contribue à assurer la protection des participants en examinant sur le plan éthique, les différents projets de l'Institut. Ce dernier offre des renseignements additionnels aux participants à l'adresse électronique suivante : collecte@stat.gouv.qc.ca.

06

UTILISATION DES RESSOURCES

ÉVOLUTION DES REVENUS

	Subventions (en M$)	Revenus autonomes (en M$)	Revenus totaux (en M$)	Portion des revenus autonomes (%)
2012-2013	**13,6**	**14,7**	**28,3**	**52,0**
2011-2012	13,8	15,2	29,0	52,4
2010-2011	13,9	15,5	29,4	52,6
2009-2010	14,3	12,8	27,1	47,2
2008-2009	14,3	14,4	28,7	50,2

RESSOURCES FINANCIÈRES

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et de l'Économie et des revenus autonomes générés par des travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et organismes.

Au fil des ans, l'Institut a augmenté le nombre de ses partenariats d'affaires. La part relative des revenus autonomes dans ses revenus totaux a augmenté de façon significative depuis la création de l'organisme, atteignant 52 % en 2012-2013. L'apport financier des partenaires oscillait autour de 30 % jusqu'en 2004-2005.

La subvention versée par le ministère des Finances et de l'Économie est passée de 13,8 M$ en 2011-2012 à 13,6 M$ en 2012-2013 ce qui reflète les engagements de l'Institut à l'égard de la *Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette* (ci-après « Loi sur l'équilibre budgétaire »).

Les ressources financières disponibles en 2012-2013 ont été prioritairement consacrées à la réalisation et à la diffusion de la production statistique. En effet, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistiques (42,7 %), au soutien direct à la production statistique (33,5 %) ainsi qu'à la diffusion des données et à l'accès aux données (11,6 %) représentent 87,8 % de l'utilisation totale des ressources financières à l'Institut. Elles en représentaient 87,4 % en 2011-2012.

Par ailleurs, les dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif représentent 12,2 % des dépenses totales comparativement à 12,6 % en 2011-2012.

L'article 14 de la Loi sur l'équilibre budgétaire permet à certains organismes de tenir compte de leurs activités de nature commerciale. La politique de réduction de

MESURES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT AU 31 MARS 2013

	Cible de réduction à terme (au 31 mars 2014) ($)	Réduction cumulative réalisée au 31 mars 2013 ($)
Dépenses de fonctionnement de nature administrative	219 011	435 857
Dépenses de formation, frais de déplacement et publicité	116 968	190 851
Rémunération	513 326	995 082
Total	**732 337**	**1 430 939**

certaines dépenses de l'Institut exclut ainsi du calcul les dépenses effectuées dans le cadre de projets issus d'ententes contractuelles avec des clients.

Afin de répondre à l'effort de réduction des dépenses publiques, l'Institut visait au 31 mars 2013, une baisse cumulative de 582,1 k$ par rapport à l'année de référence (2009-2010), soit 197,1 k$ provenant des dépenses de fonctionnement de nature administrative et 385,0 k$ provenant de la masse salariale.

Or, les mesures prises par l'Institut ont entraîné une réduction globale de 1 430,9 $ par rapport à 2009-2010, soit 995,1 k$ provenant de la masse salariale et 435,8 k$ provenant des dépenses de fonctionnement dont 190,9 k$ en formation, frais de déplacement et publicité. Les diminutions réalisées permettent à l'Institut de se conformer à la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Toutefois, malgré les efforts de réduction des dépenses, le déficit de l'exercice financier 2012-2013 atteint 685,2 k$. Ce déficit s'explique en majeure partie par une baisse sensible des revenus autonomes relative à une entente.

RÈGLES POUR LES BONIS AU RENDEMENT

Les ministères et les organismes ont à rendre compte des bonis versés aux cadres et aux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein au cours de la période d'évaluation du rendement du 1er avril 2011 au 31 mars 2012.

En 2012-2013, aucun boni n'a été versé au personnel cadre de l'Institut concernant cette période. Aucun boni n'a été accordé au directeur général de l'Institut, seul titulaire d'un emploi supérieur au sein de l'organisme.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

	ETC réguliers utilisés	ETC totaux utilisés (cible SCT)	ETC totaux utilisés	ETC réguliers utilisés/ ETC totaux utilisés (%)
2012-2013	**181**	**288**	**319**	**56,7**
2011-2012	180	292	337	53,4
2010-2011	191	296	348	54,9
2009-2010	176	301	309	57,0
2008-2009	172	258	315	54,6

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 mars 2013, l'Institut comptait 359 employés, soit 319 ETC (Équivalents temps complet) totaux utilisés. Il s'agit d'une baisse de 18 ETC par rapport à l'exercice budgétaire précédent.

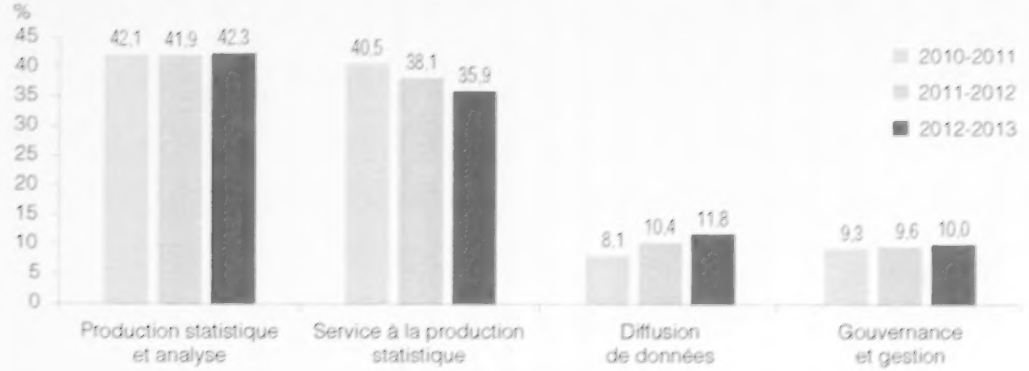
En 2012-2013, les ETC totaux utilisés ont été réduits en raison de l'effort demandé aux ministères et organismes pour l'atteinte de l'équilibre budgétaire. L'attrition et le non-renouvellement des postes d'occasionnels et de contractuels expliquent la réduction de l'effectif.

Comme le montre le tableau suivant, la proportion des ETC réguliers par rapport aux ETC totaux atteignait 56,7 % en 2012-2013. Ainsi 43,3 % des ETC sont des occasionnels pour permettre à l'Institut de respecter ses obligations, notamment celles liées aux ententes de nature commerciale.

INVESTISSEMENT EN FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

	Nombre d'activités	En heures	En K$	Pourcentage de masse salariale (%)
2012-2013	**216**	**5 003**	**357,8**	**1,8**
2011-2012	297	7 080	409,9	2,3
2010-2011	319	9 252	557,8	3,1
2009-2010	366	12 711	782,7	4,3
2008-2009	413	7 961	526,2	2,7

UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES PAR ACTIVITÉ



Au 31 mars 2013, les jours-personnes utilisés par l'Institut se répartissent comme suit (voir le graphique ci-contre) : 42,3 % à la production et à l'analyse statistiques, 35,9 % au soutien direct à la production statistique (stratégies et opérations de collecte, méthodologie et qualité, développement de solutions et soutien technologique), 11,8 % à la diffusion des données et à l'accès aux données et 10,0 % au soutien administratif et institutionnel.

La grande majorité des ressources humaines (90,0 %) est directement engagée dans les activités de production, d'analyse et de diffusion des données statistiques.

En tant qu'organisme de haut savoir, l'Institut a une considération élevée pour la formation et le développement des ressources humaines. Les exigences liées aux finances publiques ont cependant engendré une réduction importante des dépenses à cet égard.

ÉVOLUTION DU TAUX DE ROULEMENT (en %)

	Régulier[1]	Occasionnel (paie standard)[2]	Total (sans les intervieweurs)	Intervieweurs	Régulier vulnérable	Occasionnel vulnérable	Total des emplois vulnérables
2011-2012	8,35	10,48	9,08	42,00	4,42	1,90	3,57
2011-2012	5,90	5,36	5,71	29,81	1,08	1,79	1,35
2010-2011	5.17	5.22	5.19	18.78	1,03	0.75	0.92
2009-2010	7.25	6.11	6.79	7.69	4.15	0.76	2.78
2008-2009	4.15	21.52	10.51	18.18	0.52	0.90	0.66

1. Le taux de roulement des ressources régulières est calculé ainsi : (mutations externes + démissions) / (nombre d'employés réguliers en avril + nombre d'employés réguliers fin mars)/2).
2. Le taux de roulement des ressources occasionnelles est calculé ainsi : démissions / (nombre d'employés occasionnels en avril + nombre d'employés occasionnels fin mars)/2).

TAUX DE ROULEMENT 2012-2013 PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Hommes	1	8	2	0	11
Femmes	1	8	8	0	17
Total	2	16	10	0	28

TAUX D'ABSENTÉISME (en %)

	Institut de la statistique du Québec	Fonction publique
2011	3,98	4,95
2010	3.73	4.85
2009	3.84	4.77
2008	4.79	4.87
2007	3.52	4.95

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE AU 31 MARS 2013 (en nombre et en pourcentage des employés réguliers)

	En nombre d'employés	Pourcentage des employés (%)
2013-2014	6	3

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Une ressource informationnelle est une ressource humaine, matérielle ou financière directement affectée à la gestion, à l'acquisition, au développement, à l'entretien, à l'exploitation, à l'accès, à l'utilisation, à la protection, à la conservation et à la destruction des éléments d'information.

Conformément à la Directive sur la gestion des ressources informationnelles, l'Institut rend compte des projets de développement réalisés et des sommes consacrées en cette matière.

Dans le but de soutenir le plan de développement organisationnel et en conformité avec la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement*, la direction générale de l'Institut a mis en place un Comité d'orientation des RI composé des trois directeurs généraux adjoints et des deux gestionnaires attachés aux directions responsables des ressources informationnelles.

Ce comité a pour mandat de réviser le cadre de gestion des RI et de recommander un modèle de gouvernance et de gestion. Les nouveaux comités composant la structure de gouvernance ont été mise en place en janvier 2013.

À l'Institut, le directeur général a désigné la directrice des services informationnels et technologiques, Mme Annie Giguère, à titre de dirigeante sectorielle de l'information.

Selon la loi, les titulaires ont pour principales fonctions de mettre en œuvre les politiques et directives prises conformément à la loi, d'en surveiller l'application, d'en coordonner l'exécution, de conseiller le dirigeant principal en information du gouvernement chargé de conseiller les organismes publics et de leur fournir les outils et l'assistance qui leur permettront de gérer leurs RI de façon rigoureuse.

La Direction des services informationnels et technologiques (DSIT) a réalisé plusieurs projets d'amélioration.

Au cours du dernier exercice financier, Soulignons les améliorations apportées à l'application des données du commerce international afin de tenir compte de la nouvelle classification des produits, ainsi qu'à l'automatisation de la gestion prévisionnelle de la main d'œuvre.

La DSIT a procédé à un audit de ses processus internes afin d'optimiser les façons de faire, d'évaluer le seuil financier d'exploitation des services et d'augmenter la satisfaction des utilisateurs des ressources informationnelles. Enfin, la migration des applications en Oracle 10G a également été complétée en 2012-2013.

La contribution des RI au gouvernement en ligne permettant un accès convivial à l'information statistique représente à elle-seule plus de 570 jours/personnes.

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET RÉELS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES POUR 2012-2013 (en milliers de dollars)

	Dépenses et investissements prévus (k $)	Dépenses et investissements réels (k $)	Explication sommaire des écarts
Total des activités d'encadrement	450,0	338,0	Poste vacant non comblé
Total des activités de continuité	4 682,0	3 890,0	Départs et postes vacants non comblés
Total des projets	285,0	267,5	Dépenses réelles inférieures aux prévisions
Total des dépenses et investissements en ressources informationnelles	**5 417,0**	**4 495,5**	

Cet effort considérable a engendré des améliorations conséquentes de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. Les utilisateurs ont accès à 64 nouveaux tableaux dynamiques présentant les résultats d'enquêtes de santé. Soulignons également l'enrichissement de la vitrine portant sur les enjeux du vieillissement démographique.

Par ailleurs, la DSIT a contribué à la réflexion que mène Statistique Canada sur son modèle de diffusion. L'Institut a été invité à participer au panel consultatif externe concernant le modèle de diffusion des données de l'organisme fédéral.

L'Institut a poursuivi le développement de ses infrastructures technologiques, particulièrement au regard des deux projets suivants :

Rehaussement du collecticiel et des infrastructures Oracle

- Les objectifs visés par ce projet, soit le rehaussement et la modernisation du collecticiel et des infrastructures sur lesquelles il repose, ont été atteints en 2012-2013. L'Institut peut maintenant s'appuyer sur de meilleurs outils de gestion.

Rehaussement des commutateurs réseaux

- Le projet de rehaussement de plus de 30 commutateurs a été complété en cours d'année. Cette réalisation permet d'offrir un environnement optimal aux utilisateurs et totalement compatible avec les équipements de nouvelle génération.

La Direction des services informationnels et technologiques poursuit la mise aux normes au regard de l'accessibilité du site Web. En octobre 2013, le site Web de l'institut et celui de la BDSO respecteront les trois standards sur l'accessibilité de l'administration publique québécoise : accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02) et accessibilité du multimédia dans un site Web (SGQRI 008-03).

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Avancement (%)	Explication sommaire des écarts
Rehaussement du collecticiel et des infrastructures Oracle	100	-
Rehaussement des commutateurs réseaux	100	-

RESSOURCES AFFECTÉES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Ressources humaines prévues (ETC)	Ressources humaines utilisées (ETC)	Ressources financières prévues (k$)	Ressources financières utilisées (k$)	Explication sommaire des écarts
Rehaussement du collecticiel et des infrastructures Oracle	1	0,4	135,0	121,9	Le projet a pris un peu plus de temps que prévu mais a respecté les budgets
Rehaussement des commutateurs réseaux	1	0,7	150	145,6	-

LA REFONTE DU SITE WEB

Compte tenu de l'ampleur du projet, la modernisation des sites Internet de diffusion de l'Institut a nécessité la mise en place d'une structure de gouvernance. Les rôles et les responsabilités des intervenants ont été définis clairement dans le cadre de cet important chantier.

Une tournée d'information auprès de l'ensemble du personnel a permis de présenter la stratégie de modernisation des sites Internet de diffusion et des enjeux liés à l'accessibilité.

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Les employés de l'Institut sont grandement sensibilisés à l'importance de la sécurité de l'information. Celle-ci constitue l'assise de la relation de confiance avec les participants aux enquêtes, les partenaires et la population.

En ajout aux mesures en place, l'Institut a renforcé la sécurité en mettant encore davantage l'accent sur l'accompagnement dans la gestion des risques des projets ainsi qu'en formalisant les exigences de sécurité dans le cadre des ententes de partage de données.

L'Institut s'est conformé aux exigences gouvernementales en déposant son bilan de sécurité et son plan d'action triennal (2012-2015). Ce bilan couvre les quatre volets suivants : éléments structurants, éléments technologiques, formation et sensibilisation et conformité aux exigences gouvernementales.

07

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ACCÈS AUX DOCUMENTS

En vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), deux requêtes ont été adressées à l'Institut en 2012-2013.

Les deux demandes d'accès visaient l'obtention de documents comportant des renseignements personnels. Ces documents étaient détenus par l'Institut et ils ont été transmis aux demandeurs. Dans un cas, le délai de traitement (vingt jours) a été respecté, alors que dans le second cas, un délai supplémentaire de dix jours a été requis.

Au cours de l'exercice financier 2012-2013, aucune demande d'accès n'a fait l'objet de mesures d'accommodement raisonnable et aucune demande de révision n'a été déposée à la Commission d'accès à l'information du Québec.

Dans le respect du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels*, l'Institut rend public sur son site Web l'ensemble des documents visés.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS[1]

La protection des renseignements personnels et la confidentialité constituent les assises de la crédibilité et de la notoriété de l'Institut. En vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13-011), l'Institut a l'obligation d'assurer la protection de tout renseignement obtenu en vertu de cette loi dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne physique ou morale, une entreprise, un organisme ou une association.

Cette disposition s'applique également à toute communication de renseignements personnels effectuée en vertu de la loi.

L'Institut a mis en place des processus afin de respecter ses obligations relatives à la protection des renseignements personnels et à la confidentialité.

La secrétaire de l'Institut, M[me] Marie-José Péan, est la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, désignée par le directeur général.

En octobre 2009, le Comité d'examen sur la confidentialité a été mis en place afin de conseiller et seconder la personne responsable de l'accès. Le comité est formé de membres du personnel de l'Institut possédant une expertise en matière de statistique (méthodologie, collecte), d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels (conseiller juridique) ainsi que d'une personne experte en éthique. En 2012-2013, le Comité d'examen sur la confidentialité a tenu huit rencontres portant sur les questions de confidentialité dans les projets en cours.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, le Comité de la confidentialité et de la sécurité de l'information est chargé de soutenir le directeur général dans l'exercice de ses responsabilités relatives à la diffusion de l'information et à la protection des renseignements personnels.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE DE 2012-2013

	Réguliers[3]	Occasionnels[4]	Étudiants	Stagiaires	Total
Nombre total de personnes embauchées	6	51	15	5	77
Embauche d'intervieweurs (0 à 35 heures)	0	139	0	0	139
Total	**6**	**190**	**15**	**5**	**216**

3. Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

4. Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2013

Effectif régulier	200
Effectif occasionnel et étudiant	159 (44 intervieweurs)
Effectif total (personnes)	**359**

TAUX D'EMBAUCHE PAR TYPE DE GROUPES CIBLES ET PAR STATUT D'EMPLOI EN 2012-2013

Statuts d'emploi	Embauche totale	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles					Taux d'embauche par statut d'emploi[5] (%)
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	
Réguliers	6	0	0	0	0	0	0
Occasionnels	51	6	0	0	1	7	14
Étudiants	15	3	0	0	0	3	20
Stagiaires	5	0	0	0	0	0	0
Total	77	9	0	0	1	10	13

5 Taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale de l'année dans ce statut d'emploi. Ce taux n'inclut pas les intervieweurs.

> RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE

Atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % de nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires qui sont membres de communautés culturelles ou qui sont des anglophones, des autochtones ou des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Pour 2012-2013, l'objectif d'embauche de membres appartenant aux groupes cibles n'a pas été atteint.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES[6] PAR STATUT D'EMPLOI RÉSULTATS COMPARATIFS (en %)

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
			%		
2012-2013	0	14	20	0	13
2011-2012	8	17	17	50	18
2010-2011	20	14	15	14	16
2009-2010	0	11	10	17	11
2008-2009	20	7	8	11	10

6 Taux d'embauche global des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées. Ce taux n'inclut pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2011		2012		2013	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Membres de communautés culturelles	20	10,0	19	9,2	18	9,0
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	4	2,0	4	1,9	4	2,0
Personnes handicapées	3	1,5	4	1,9	4	2,0
Total	**27**	**13,5**	**27**	**13,0**	**26**	**13,0**
Effectif régulier total	**200**		**207**		**200**	

> RAPPEL DES OBJECTIFS :

En ce qui concerne les personnes issues des groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier.

En ce qui concerne les personnes handicapées, atteindre la cible gouvernementale de 2 % de l'effectif régulier.

Résultats : Le taux de représentativité total dépasse encore cette année, l'objectif gouvernemental. Il atteint 13,0 % pour l'exercice financier 2012-2013.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL
RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2011		2012		2013	
	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)	Nombre d'employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total (%)
Membres de communautés culturelles	9	7,2	10	10,1	13	11,7
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	1	0,8	1	1,0	1	0,9
Personnes handicapées	3	2,4	2	2,0	3	2,7
Total	13	10,4	13	13,1	17	15,3
Effectif occasionnel total	125		99		111	

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PERSONNES ISSUES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER
RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI À LA FIN DE MARS 2013

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel[7]		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Membres de communautés culturelles	2	11,1	15	12,7	1	3,0	0	0,0	0	0,0	18	9,0
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	0	0,0	4	3,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	2,0
Personnes handicapées	0	0,0	4	3,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	2,0
Total	2	11,1	23	18,7	1	3,0	0	0,0	0	0,0	26	13,0
Effectif régulier total	18		133		33		16		0		200	

7. Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

GROUPE CIBLE : FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2012-2013 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	4	38	6	3	**51**
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2012-2013 (%)	66,7	74,5	40,0	60,0	**66,2**
Nombre total d'embauches	6	51	15	5	**77**

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2013

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel[8]	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	18	133	33	16	0	**200**
Nombre de femmes ayant le statut d'employée régulière	10	71	22	15	0	**118**
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%)	55,6	53,4	66,7	93,8	0,0	**59,0**

8. Y compris les ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'exercice de reddition de comptes est l'occasion de faire état des différentes actions ou mesures mises en place dans les ministères et organismes afin de favoriser la gestion de la diversité.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	2012-2013
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis au cours de l'année (cohorte de 2012)	1
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH (en prévision des cohortes débutant en 2013)	0

AUTRES MESURES OU ACTIONS

Mesure ou action	2012-2013	
	Groupes cibles visés	Nombre de personnes visées
Plan de développement des ressources humaines	Tous	34
Programme d'accueil et d'intégration	Tous	4

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Le Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif établit l'obligation de faire état des actions entreprises à l'égard de l'allègement de la réglementation ainsi que l'élimination ou l'assouplissement d'exigences administratives.

L'évolution de trois indicateurs du Plan stratégique 2009-2014, à savoir l'utilisation de données existantes, la consolidation des demandes des ministères et organismes au sein d'une même enquête et le volume d'enquêtes utilisant des modes de collecte adaptés au participant, confirment l'engagement de l'Institut à l'égard de l'allègement réglementaire et administratif.

L'implantation progressive de la collecte Web représente un vecteur majeur dans la réduction du fardeau administratif des participants aux enquêtes, entreprises ou ménages. Dans le même sens, l'Institut allège le fardeau des entreprises en réduisant la taille des questionnaires pour les enquêtes qui se poursuivent sur un mode traditionnel, comme en font foi les résultats du Plan d'action de développement durable 2008-2013, exposés dans le présent rapport.

Quelque 23 000 entreprises et 124 000 citoyens ont répondu aux enquêtes menées par l'Institut de la statistique du Québec en 2012-2013.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Direction générale adjointe aux services à la production statistique.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS AU REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues dans le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*.

Ce règlement a pour objet de préserver et de renforcer la confiance des citoyens envers l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique. Il favorise également la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement.

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut attache une grande importance aux valeurs d'impartialité, de professionnalisme et de transparence ainsi qu'au respect de la confidentialité.

L'organisme adhère aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (Organisation des Nations Unies).

La répondante en éthique, M^me^ Caroline St-Pierre, directrice des ressources humaines, a été nommée en juin 2010. Elle est consultée sur diverses problématiques d'ordre éthique. Ses interventions visent à accompagner et faciliter une prise de décision éclairée.

Aucun manquement à l'éthique n'a été constaté au cours de l'année 2012-2013.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE EN 2012-2013

Président : Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer, de manière indépendante, sur les aspects éthiques de tout projet impliquant des personnes[9] ou utilisant des renseignements personnels. Il peut s'agir d'une étude, d'une analyse, d'une enquête ou d'un projet de recherche.

Le Comité d'éthique a bénéficié de la contribution de sept personnes au cours de l'exercice financier 2012-2013 dont six venant de l'extérieur de l'Institut et parmi lesquelles M. Pierre Durand, président et M. André Duval, vice-président. M^me^ Denise Bisson, experte en droit du Secrétariat et Affaires juridiques de l'Institut a agi à titre d'observatrice.

Le comité a tenu sept réunions régulières au cours de cette période, examinant les demandes d'évaluation éthique de cinq nouveaux projets et assurant le suivi de projets en cours de réalisation. Ce suivi est nécessaire en raison de modifications importantes ou de risques n'ayant pas été prévus lors de la présentation initiale des projets. Le comité a également réalisé l'examen de quelques demandes d'accès aux données à des fins de recherche, lesquelles pouvaient soulever des questions en matière d'éthique.

La présentation par les responsables de projet, des demandes d'évaluation devant le Comité d'éthique apporte un éclairage mutuellement bénéfique aux membres du comité et aux experts de l'Institut. Ces rencontres contribuent à bâtir un climat de confiance tout en favorisant une meilleure compréhension du rôle joué par le Comité d'éthique.

Les membres du comité ont observé des améliorations importantes dans la rédaction des lettres d'information aux participants ainsi que des ententes entre l'Institut et ses partenaires. Le comité se réjouit de l'excellente collaboration de la direction et du Comité d'examen sur la confidentialité de l'Institut ainsi que des Services d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec.

Le Comité d'éthique se fait un devoir de garantir la conformité des travaux exécutés à l'Institut aux règles et aux normes habituellement reconnues en éthique. La plus grande préoccupation du Comité d'éthique demeure la protection du participant aux enquêtes contre tout risque associé à un projet.

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, le comité cherchera à développer l'expertise nécessaire afin de mieux cerner les implications éthiques liées à l'utilisation des nouvelles technologies. Les membres du comité demeureront attentifs aux changements touchant l'encadrement légal de la recherche. Enfin, le comité continuera à faire connaître son rôle auprès du personnel de l'Institut.

9. Sont considérées comme personnes, tous sujets humains, cadavres, tissus humains, fluides organiques, gamètes, embryons ou fœtus.

Sources :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle, Secrétariat et Affaires juridiques.

EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION

L'Institut accorde une attention toute particulière à l'emploi et à la qualité de la langue française dans ses activités. C'est en français que se déroulent les communications avec la clientèle. Le français est la langue du travail, celle des normes d'achat et des règles concernant les technologies de l'information. Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse font l'objet d'une révision linguistique.

La Politique linguistique de l'Institut de la statistique du Québec a été adoptée en 2004. Elle est accessible en permanence sur l'intranet de l'Institut afin de la faire connaître aux membres du personnel. Des ouvrages de référence, imprimés et informatisés sont également mis à la disposition du personnel. De plus, des capsules linguistiques sont régulièrement diffusées par l'intermédiaire de l'intranet.

En 2012-2013, le comité permanent chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une nouvelle politique linguistique institutionnelle a amorcé ses travaux afin d'élaborer et de mettre en œuvre une politique qui prenne en considération les exigences de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration. Cette politique institutionnelle s'appliquera aux communications écrites, verbales et électroniques.

Le comité a tenu une seule rencontre au cours de l'exercice financier 2012-2013. Les questions relatives aux contrats conclus de façon électronique avec une partie hors Québec, l'utilisation d'une autre langue à l'occasion d'activités internationales ainsi que les communications avec les entreprises dans le cadre d'une enquête ont fait l'objet de discussions.

L'Institut cherche à maintenir un équilibre entre les exigences de la Politique gouvernementale et l'atteinte de normes de qualité en matière statistique, notamment au regard des taux de réponse aux différentes enquêtes.

Dans le cadre de l'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires, 2012-2013*, l'Institut a dérogé à la politique gouvernementale.

Cette enquête visait à dresser un portrait précis de la situation de l'accès et de l'utilisation d'Internet partout au Québec. Un taux de réponse élevé est toujours essentiel, mais dans ce cas précis, les responsables du projet se devaient d'obtenir une bonne représentativité des entreprises, les résultats étant présentés par secteur d'activité et par région administrative.

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

La grille tarifaire des services offerts par l'Institut vise le recouvrement de l'ensemble de ses coûts relatifs à la production de biens et services faisant l'objet de demandes spécifiques de sa clientèle.

Cette grille est mise à jour annuellement. Elle permet à l'Institut de se conformer à la Politique de financement des services publics annoncée lors du dépôt du Discours sur le budget 2009-2010. Cette politique vise à améliorer le financement des services publics afin d'en maintenir la qualité et d'assurer la transparence et la reddition de comptes relative au processus tarifaire.

En 2012-2013, la production tarifée a rapporté à l'Institut 14,7 millions de dollars incluant 2,5 millions de dollars provenant d'organismes non gouvernementaux. Les coûts relatifs à ces services ont atteint 17,1 millions de dollars. Dans ce contexte, le niveau de financement atteint a été de 85,7 % alors qu'il s'élevait à 95,6 % en 2011-2012. Cette baisse s'explique en majeure partie par une réduction des revenus liée à une seule entente.

En prévision de l'année financière 2013-2014, la grille tarifaire a été revue et majorée de 2,48 % au 1er avril 2013 conformément à la Politique de financement des services publics.

Source :
Direction générale adjointe à la coordination institutionnelle

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 17 juin 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2013, les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités, des gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert, expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Le vérificateur général du Québec par intérim,
Michel Samson, CPA auditeur,CA

Québec, le 17 juin 2013

ÉTATS DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2013	2012
REVENUS			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	13 589 700 $	13 589 700 $	13 761 800 $
Services rendus	15 542 830	14 680 752	15 160 821
Autres revenus	32 000	40 039	32 634
	29 164 530	28 310 491	28 955 255
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	22 558 110	22 447 970	22 895 732
Honoraires professionnels	1 262 579	1 187 418	732 740
Loyers	2 060 582	2 040 595	1 987 068
Services et fournitures informatiques	724 874	663 402	740 676
Achats de données statistiques	391 736	398 291	505 894
Communications	534 983	533 543	473 799
Frais de déplacement et de séjour	246 104	158 395	220 810
Frais de bureau	113 536	131 774	126 413
Impression	183 101	124 625	130 516
Frais de formation	199 119	165 488	186 176
Amortissement des immobilisations corporelles	1 083 255	1 037 063	987 943
Autres charges	86 406	107 160	78 200
	29 444 385	28 995 724	29 065 967
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(279 855)	(685 233)	(110 712)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	973 588	973 588	1 084 300
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	693 733 $	288 355 $	973 588 $

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 556 293 $	538 264 $
Débiteurs	2 486 853	3 653 476
Services rendus non facturés	3 842 790	4 104 872
	7 885 936	8 296 612
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus	1 294 945	1 450 232
Revenus reportés	2 290 726	2 786 851
Indemnités de vacances dues aux employés	2 157 227	2 012 766
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	24 514	36 543
Provision pour congés de maladie (note 6)	3 870 167	3 713 646
	9 637 579	10 000 038
DETTE NETTE	(1 751 643)	(1 703 426)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 7)	1 695 641	2 295 277
Charges payées d'avance	344 357	381 737
	2 039 998	2 677 014
EXCÉDENT CUMULÉ	288 355 $	973 588 $

OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Directeur général
de l'Institut de la statistique du Québec

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2013	2012
Déficit de l'exercice	(279 855)$	(685 233)$	(110 712)$
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	(772 234)	(438 088)	(595 674)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	1 083 255	1 037 063	987 943
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	661	-
	311 021	599 636	392 269
Acquisition de charges payées d'avance	(434 829)	(342 833)	(441 689)
Utilisation de charges payées d'avance	434 829	380 213	413 239
	-	37 380	(28 450)
(Augmentation) diminution de la dette nette	31 166	(48 217)	253 107
Dette nette au début de l'exercice	(1 703 426)	(1 703 426)	(1 956 533)
Dette nette à la fin de l'exercice	(1 672 260)$	(1 751 643)$	(1 703 426)$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(685 233)$	(110 712)$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 037 063	987 943
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	661	
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 166 623	(817 438)
Diminution (augmentation) des services rendus non facturés	262 082	(1 379 166)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	37 380	(28 450)
Augmentation (diminution) des créditeurs et frais courus	21 862	(262 723)
(Diminution) augmentation des revenus reportés	(496 125)	317 588
Augmentation des indemnités de vacances dues aux employés	144 461	5 304
Augmentation de la provision pour congés de maladie	156 521	7 539
	2 330 528	(1 169 403)
Flux de trésorerie affectés aux activités de fonctionnement	1 645 295	(1 280 115)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(615 237)	(487 342)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (SUITE)

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition et flux de trésorerie liés aux activités de financement	(12 029) $	(11 535) $
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	1 018 029	(1 778 992)
TRÉSORERIE AU DÉBUT	538 264	2 317 256
TRÉSORERIE À LA FIN	1 556 293 $	538 264 $
La trésorerie est composée du poste suivant :		
ENCAISSE	1 556 293 $	538 264 $

Un montant de 29 641 $ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les créditeurs et frais courus au 31 mars 2013 (206 790 $ au 31 mars 2012).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec (l'Institut), constitué en vertu de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q. chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les services rendus non facturés, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Instruments financiers

La trésorerie et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et frais courus, les indemnités de vacances dues aux employés et l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Comptabilisation des revenus, services rendus non facturés et revenus reportés

Les revenus pour services rendus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les services rendus non facturés comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les revenus reportés se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

Charges

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile :

Améliorations locatives	5 ans
Ameublement	5 ans
Développement informatique	5 ans
Équipement	3 ans
Équipement informatique	4 ans
Logiciels	4 ans
Système téléphonique	3 ans
Outil de collecte	3 ans
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Elles sont imputées aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

SP 1201, « Présentation des états financiers »

Le 1er avril 2012, l'Institut a adopté le chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200, « Présentation des états financiers ». Les principales modifications sont les suivantes :

- Les gains et les pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Institut.

SP 3410, « Paiements de transfert »

Le 1er avril 2012, l'institut a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'application de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Institut.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

SP 3450, « Instruments financiers »

Le 1er avril 2012, l'Institut a adopté prospectivement le chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement.
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 8.

En date du 1er avril 2012, l'Institut :

- a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450;
- a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur;
- a appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'Institut.

4. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000 $ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et sont venues à échéance le 31 mars 2013. Aux 31 mars 2013 et 2012, aucune avance n'avait été contractée.

Une nouvelle entente a été signée au 1er avril 2013 portant le crédit rotatif à 3 000 000 $ et l'échéance au 31 mai 2018.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

5. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2013	2012
Obligation envers Toshiba solution d'affaires au taux de 4,2 %, remboursable en versements mensuels de 1 111 $, comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	24 514 $	36 543 $

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2013 sont les suivants :

Total des paiements minimums futurs	25 557 $
Moins partie représentant les intérêts	1 043
	24 514 $

Les paiements minimums futurs au cours des deux prochains exercices se chiffrent à :

- 13 334 $ en 2014
- 12 223 $ en 2015

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 8,94 %, 12,30 % et 12,30 % de la masse salariale cotisable du 1er avril au 31 décembre 2012 et de 9,18 %, 12,30 % et 12,30 % du 1er janvier au 31 mars 2013.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 236 281 $ (1 247 881 $ en 2012). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2013	2012
Solde au début	3 713 646 $	3 706 107 $
Charge de l'exercice	1 247 676	1 514 900
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 091 155)	(1 507 361)
Solde à la fin	3 870 167 $	3 713 646 $

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès.

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS *(suite)*

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2013 :

	2013		2012	
	RRPE, RRAS	RREGOP	RRPE, RRAS	RREGOP
Taux de croissance de la rémunération	4,55 %	3,95 %	4,55 %	3,95 %
Taux d'actualisation	2,86 %	3,69 %	3,21 %	3,83 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	9 ans	17 ans	9 ans	17 ans

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013									
	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2013
	$									
Coût										
Solde au début	1 774 917	648 088	5 020 163	46 279	2 765 968	757 920	336 939	176 507	60 040	11 586 821
Acquisitions	71 692	16 130	0	0	175 355	147 911	0	0	0	438 088
Dispositions	0	0	0	0	(95 083)	(1 493)	0	0	0	(96 576)
Solde à la fin	1 846 609	664 218	5 020 163	46 279	2 846 240	931 338	336 939	176 507	60 040	11 928 333
Amortissement cumulé										
Solde au début	1 206 000	492 857	5 020 163	46 279	1 762 478	407 533	252 820	78 397	25 017	9 291 544
Amortissement	212 088	61 044	0	0	470 473	189 798	32 816	58 836	12 008	1 037 063
Dispositions	0	0	0	0	(94 422)	(1 493)	0	0	0	(95 915)
Solde à la fin	1 418 088	553 901	5 020 163	46 279	2 138 529	595 838	285 636	137 233	37 025	10 232 692
Valeur comptable nette	**428 521**	**110 317**	**0**	**0**	**707 711**	**335 500**	**51 303**	**39 274**	**23 015**	**1 695 641**

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2012									
	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	31 mars 2012
	$									
Coût										
Solde au début	1 773 822	629 309	5 020 163	46 279	2 474 036	596 111	247 931	176 507	60 040	11 024 198
Acquisitions	1 095	18 779	0	0	291 932	194 860	89 008	0	0	595 674
Dispositions	0	0	0	0	0	(33 051)	0	0	0	(33 051)
Solde à la fin	1 774 917	648 088	5 020 163	46 279	2 765 968	757 920	336 939	176 507	60 040	11 586 821
Amortissement cumulé										
Solde au début	965 585	433 211	5 020 163	44 487	1 309 207	291 826	239 603	19 561	13 009	8 336 652
Amortissement	240 415	59 646	0	1 792	453 271	148 758	13 217	58 836	12 008	987 943
Dispositions	0	0	0	0	0	(33 051)	0	0	0	(33 051)
Solde à la fin	1 206 000	492 857	5 020 163	46 279	1 762 478	407 533	252 820	78 397	25 017	9 291 544
Valeur comptable nette	568 917	155 231	0	0	1 003 490	350 387	84 119	98 110	35 023	2 295 277

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'Institut subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour l'Institut sont liés à l'encaisse et aux débiteurs.

L'Institut ne croit pas être exposé à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses clients.

	2013
Moins de 30 jours	2 193 989 $
De 30 à 60 jours	290 867
Plus de 60 jours	1 997
	2 486 853 $

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Institut ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'Institut gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'Institut établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers sont tous de moins d'un an :

	31 mars 2013
	Moins d'un an
Créditeurs et frais courus	1 294 945 $
Indemnités de vacances dues aux employés	2 157 227

	31 mars 2012
	Moins d'un an
Créditeurs et charges à payer	1 450 232 $
Indemnités de vacances dues aux employés	2 012 766

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

9. OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 711 100 $ à compter d'avril 2011, soit un montant résiduel de 130 550 $ en avril 2013 et de 50 000 $ au 1er avril 2014. Le solde de cet engagement au 31 mars 2013 est de 180 550 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 2 368 527 $ répartie sur trois ans, soit un montant annuel de 789 509 $ jusqu'en mars 2015. Le solde de cet engagement au 31 mars 2013 est de 1 579 018 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Observatoire économétrique, l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 1 251 776 $ soit un montant résiduel de 238 434 $ en mars 2014. Le solde de cet engagement au 31 mars 2013 est de 238 434 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013 (SUITE)

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Les opérations avec ces apparentés incluses dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange se répartissent comme suit :

	2013	2012
Revenus		
Services rendus	12 173 221 $	13 151 815 $
Charges		
Traitements et avantages sociaux	808 894	836 400
Charges de fonctionnement	3 254 105	2 785 083
Actifs financiers		
Débiteurs	2 243 111	3 047 345
Services rendus non facturés	2 150 573	3 228 774
Passifs		
Créditeurs et frais courus	185 053	160 897
Revenus reportés	2 181 689	2 456 475
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	207 216	209 553

L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DES MÉNAGES

- Enquête de l'environnement durant l'enfance et du développement des maladies allergiques
- Enquête de santé du Saguenay–Lac-St-Jean 2012
- Enquête montréalaise sur l'expérience préscolaire des enfants à la maternelle
- Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer
- Enquête québécoise sur le développement de l'enfant
- Enquête sur l'accès des ménages québécois à internet
- Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec
- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
- Étude sociale et de santé outaouaise régionale

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- Enquête auprès des distributeurs et diffuseurs de livres du Québec
- Enquête minière du Québec (Volet annuel – Investissement)
- Enquête minière du Québec (Volet annuel – Production)
- Enquête minière du Québec (Volet préliminaire – Investissement)
- Enquête minière du Québec (Volet préliminaire – Production)
- Enquête minière du Québec (Volets mensuel et trimestriel)
- Enquête québécoise sur l'industrie de l'environnement
- Enquête statistique sur les acquisitions d'œuvres d'art
- Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- Enquête sur l'adoption d'Internet par les entreprises du Québec
- Enquête sur l'apiculture au Québec
- Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec
- Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- Enquête sur la fréquentation des spectables au Québec
- Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec
- Enquête sur la mise en marché de la pomme du Québec, récolte 2011
- Enquête sur la pomme de terre, écoulement de la récolte 2011

- Enquête sur la pomme de terre, ensemencement en 2013
- Enquête sur la pomme de terre, récolte 2012
- Enquête sur la rémunération globale 2012 (Volet salarial)
- Enquête sur la rémunération globale 2013 (Admissibilité et profilage)
- Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (Volets édition, distribution et librairie)
- Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec, 2011
- Enquête sur les courtiers en valeurs mobilières au Québec
- Enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec en 2011
- Enquête sur les projections cinématographiques
- Enquête sur les sociétés de fiducie, de prêt hypothécaire ou d'épargne
- Enquête sur les statistiques avicoles (Volets poussins de type ponte, poussins de type chair et dindonneaux)
- Enquête sur la superficie récoltée, la production et la valeur des légumes de conserve, 2012

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES – MUNICIPALITÉS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture
- Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (Données provisoires 2012 et perspectives 2013)
- Enquête sur les projets d'investissement au Québec (Données réelles 2011)
- Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales

annexes

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ANNEXE 1 – LISTE DES PUBLICATIONS

BIOALIMENTAIRE

- Faits saillants de l'*Enquête sur l'apiculture au Québec*
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 2012
- Profil sectoriel de l'industrie horticole au Québec, édition 2012

COMMERCE EXTÉRIEUR

- Commerce international des marchandises du Québec

COMPARAISONS ÉCONOMIQUES

- Tableau statistique canadien

COMPTES ÉCONOMIQUES

- Bulletin Flash
- Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2012
- Comptes économiques du Québec
- Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- Produit intérieur brut régional par industrie au Québec 2011
- Stat-EXPRESS. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

CONDITIONS DE VIE ET BIEN-ÊTRE

- Évolution des habiletés psychosociales de 17 mois à 6 ans selon le sexe et le milieu socioéconomique (ELDEQ) [Nouvelle publication]
  - Partie 1 : La période prénatale, la naissance et les nourrissons
  - Partie 2 : Les tout-petits et la période préscolaire
  - Partie 3 : La maternelle et la première année du primaire
- L'ELDEQ en bref 1998-2010
- L'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011* [Nouvelle publication]
  - Tome 1 : Le visage des jeunes d'aujourd'hui : leur santé physique et leurs habitudes de vie
- Portraits et trajectoires

CULTURE ET COMMUNICATIONS

- Les danseurs et chorégraphes québécois [Nouvelle publication]
- Optique Culture
- Statistiques sur l'industrie du film 2012 et de la production télévisuelle indépendante. Édition 2012

DÉMOGRAPHIE

- Coup d'œil sociodémographique
- Données sociodémographiques en bref
- Le bilan démographique du Québec, édition 2012
- Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer [Nouvelle publication]

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Indicateurs de suivi de la stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013
- Recueil des indicateurs de développement durable [Nouvelle publication]

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques, édition 2012
- Courtage de détail en valeurs mobilières
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces (mensuel)
- Emploi et rémunération de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, édition 2012
- Fonds communs de placement au Québec
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, Canada et provinces, données révisées 2011
- PIB et indice de concentration géographique de l'industrie des services financiers, par région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, 1997-2010

MINES

- Bulletin Mines en chiffres, édition 2011

RÉGIONS

- Bulletins statistiques régionaux
- Panorama des régions du Québec, édition 2012

SANTÉ

- *Enquête québécoise sur l'expérience de soins, 2010-2011* [Nouvelle publication]
  - Volume 1 : Méthodologie et description de la population visée
  - Volume 2 : Le médecin de famille et l'endroit habituel de soins : regard sur l'expérience vécue
- *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement, 2010-2011* [Nouvelle publication]
  - Volume 1 : Méthodologie et description de la population visée
- Zoom santé

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INFORMATION

- Bulletin S@voir.stat
- Bulletin Science, technologie et innovation en bref
- Cadre conceptuel du tableau de bord des indicateurs d'accès à Internet et de son utilisation dans les ménages et les entreprises [Nouvelle publication]
- Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec, édition 2012
- L'innovation dans le secteur de la fabrication au Québec entre 2008 et 2010 [Nouvelle publication]

SECTEUR MANUFACTURIER

- Le manufacturier en bref

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- Annuaire québécois des statistiques du travail 2001-2011
- Conditions économiques des travailleurs de plus de 50 ans et plus à l'aube de la retraite [Nouvelle publication]
- *Enquête sur la rémunération globale au Québec*, collecte 2011
- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2012
- Flash-info

- Le report de la retraite au Canada et au Québec : une autre perspective [Nouvelle publication]
- Rémunération des salariés : État et évolution comparée 2012
- Rémunération des salariés : État et évolution comparée 2012, faits saillants
- Résultats de l'*Enquête sur la population active* pour le Québec
- Situation personnelle et professionnelle des travailleurs québécois âgés de 50 ans et plus et intentions à l'égard de la retraite [Nouvelle publication]

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise 2013-2014
- Le Québec chiffres en mains, édition 2013
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin annuel
- Modifications aux municipalités du Québec – Bulletin mensuel
- Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2013-2014
- *Québec Handy Numbers, 2012 Edition*
- Rapport annuel de gestion 2011-2012

ANNEXE 2 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BULLETIN FLASH

> Mai 2012	L'industrie aérospatiale québécoise 2012
> Mai 2012	Investissements privés et publics, Québec et ses régions : perspectives 2012
> Novembre 2012	Investissements sous contrôle étranger
> Décembre 2012	Revenu personnel, édition 2012
> Mars 2013	Investissements privés et publics : perspectives québécoises 2013

CAPSULES : TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- > Évolution du taux du salaire minimum au Québec et au Canada entre 2002 et 2012
- > La rémunération dans l'administration municipale
- > La croissance salariale chez les travailleurs québécois syndiqués. Bilan des années 2010-2011 et perspectives pour 2012 et 2013
- > La rémunération du personnel en informatique dans les entreprises de 200 employés et plus des secteurs public et privé : qui sont les mieux rémunérés ?
- > L'accès limité des femmes aux emplois de gestion : un plafond de verre ?

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES

> Volume 13, numéro 1	Contraction marquée des exportations au premier trimestre 2012 Forte progression des exportations au quatrième trimestre 2011
> Volume 13, numéro 2	Rebond des exportations au deuxième trimestre Croissance des importations au deuxième trimestre

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

> Numéro 15	Refonte des données sur le revenu, l'inégalité de revenu et le faible revenu, et faits saillants pour 2009
> Numéro 16	Les naissances au Québec en 2011 : situation stable

> Numéro 17	La mortalité et l'espérance de vie au Québec, 2011 et tendance récente
> Numéro 18	Les mariages au Québec en 2011 : l'âge au premier mariage continue d'augmenter
> Numéro 19	Les dépenses selon la fréquence d'achat
> Numéro 20	L'évolution de l'inégalité du revenu disponible au Québec de 2009 à 2010, et de 2000 à 2010 : ce que disent les quintiles
> Numéro 21	Coup d'œil sur l'emploi du temps au Québec de 1986 à 2010
> Numéro 22	Les dons de charité au Québec entre 2004 et 2010
> Numéro 23	Le travail rémunéré chez les étudiants québécois : portrait de trente années d'évolution
> Numéro 24	La migration interrégionale au Québec en 2011-2012

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

> Volume 16, numéro 3	Les naissances de jumeaux au Québec, 1980-2010 La littératie en milieu de travail : compétences, pratiques et formation Facteurs associés à la vitesse de sortie d'un épisode de faible revenu
> Volume 17, numéro 1	Espérance de vie et vieillissement démographique au Québec : quels scénarios possibles ? Se remarier après un divorce ou le décès d'un conjoint : combien de personnes le font, après combien de temps et avec qui ? Le choix du domicile des ménages aînés Le bénévolat chez les personnes de 55 ans et plus
> Volume 17, numéro 2	Conciliation études-travail : les étudiants québécois s'investissent davantage dans un emploi rémunéré pendant leurs études que l'ensemble de leurs homologues canadiens Les écarts de fécondité selon la situation conjugale au Québec La participation associative chez les personnes âgées de 55 ans ou plus

FLASH-INFO TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Volume 13, numéro 2	Le cumul d'emplois au Québec en 2011 Les régimes complémentaires de retraite : portrait des entreprises québécoises de 200 employés et plus
Volume 13, numéro 3	Les entreprises privées de 200 employés et plus des régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec : rémunération globale similaire pour les emplois en affaires, finance et administration *Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec, Collecte 2011* : Quelques résultats dans le secteur privé selon la syndicalisation L'écart de surqualification entre les genres explique-t-il en partie l'avance salariale des hommes ?
Volume 14, numéro 1	Les jeunes qui ne sont ni au travail ni aux études : une perspective québécoise Le personnel en ressources humaines dans les entreprises de 200 employés et plus : rémunération globale plus élevée dans le secteur public

L'ÉLDEQ EN BREF 1998-2010

Volume 6, fascicule 2	La relation enseignante-élève positive : ses liens avec les caractéristiques des enfants et la réussite scolaire au primaire
Volume 6, fascicule 3	L'impact de la séparation des parents sur la santé mentale des jeunes enfants
Volume 7, fascicule 1	Les facteurs liés à la réussite aux épreuves obligatoires de français en sixième année du primaire : un tour d'horizon
Volume 7, fascicule 2	Les élèves du primaire à risque de décrocher au secondaire : caractéristiques à 12 ans et prédicteurs à 7 ans

MINES EN CHIFFRES

- L'investissement minier au Québec en 2011

OPTIQUE CULTURE

Numéro 15	Le marché du vidéogramme en 2011
Numéro 16	Dix ans de statistiques sur le marché de l'enregistrement sonore au Québec
Numéro 17	La fréquentation des institutions muséales en 2011
Numéro 18	Les dépenses culturelles des municipalités en 2010
Numéro 19	L'évolution des dépenses culturelles des ménages québécois, de 1997 à 2009
Numéro 20	Les danseurs et chorégraphes québécois : un aperçu statistique
Numéro 21	La fréquentation des arts de la scène en 2011

PORTRAITS & TRAJECTOIRES

Numéro 14	Caractéristiques démographiques, socioéconomiques et résidentielles des enfants vulnérables à l'entrée à l'école
Numéro 15	Le travail atypique et la garde d'enfants
Numéro 16	L'initiation au tabac, à l'alcool et aux drogues : un aperçu de la situation lors du passage de la 6e année du primaire à la 1re année du secondaire
Numéro 17	Les changements faits par les Québécois pour améliorer leur santé en 2007-2008 Série *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*

S@VOIR.STAT.

Volume 12, numéro 3	L'innovation dans le secteur manufacturier au Québec
Volume 12, numéro 4	Indicateurs statistiques de l'accès à Internet et son utilisation dans les ménages et les entreprises au Québec
Volume 13, numéro 1	L'aide fiscale du gouvernement du Québec pour la R-D industrielle : 2003-2010
Volume 13, numéro 2	L'innovation dans les établissements du secteur de la fabrication au Québec en 2002-2004 et en 2008-2010

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION EN BREF

Mai 2012	La recherche et le développement dans le secteur des entreprises
Mars 2013	Les brevets d'invention
Mars 2013	Les publications scientifiques en sciences naturelles et génie

ZOOM SANTÉ

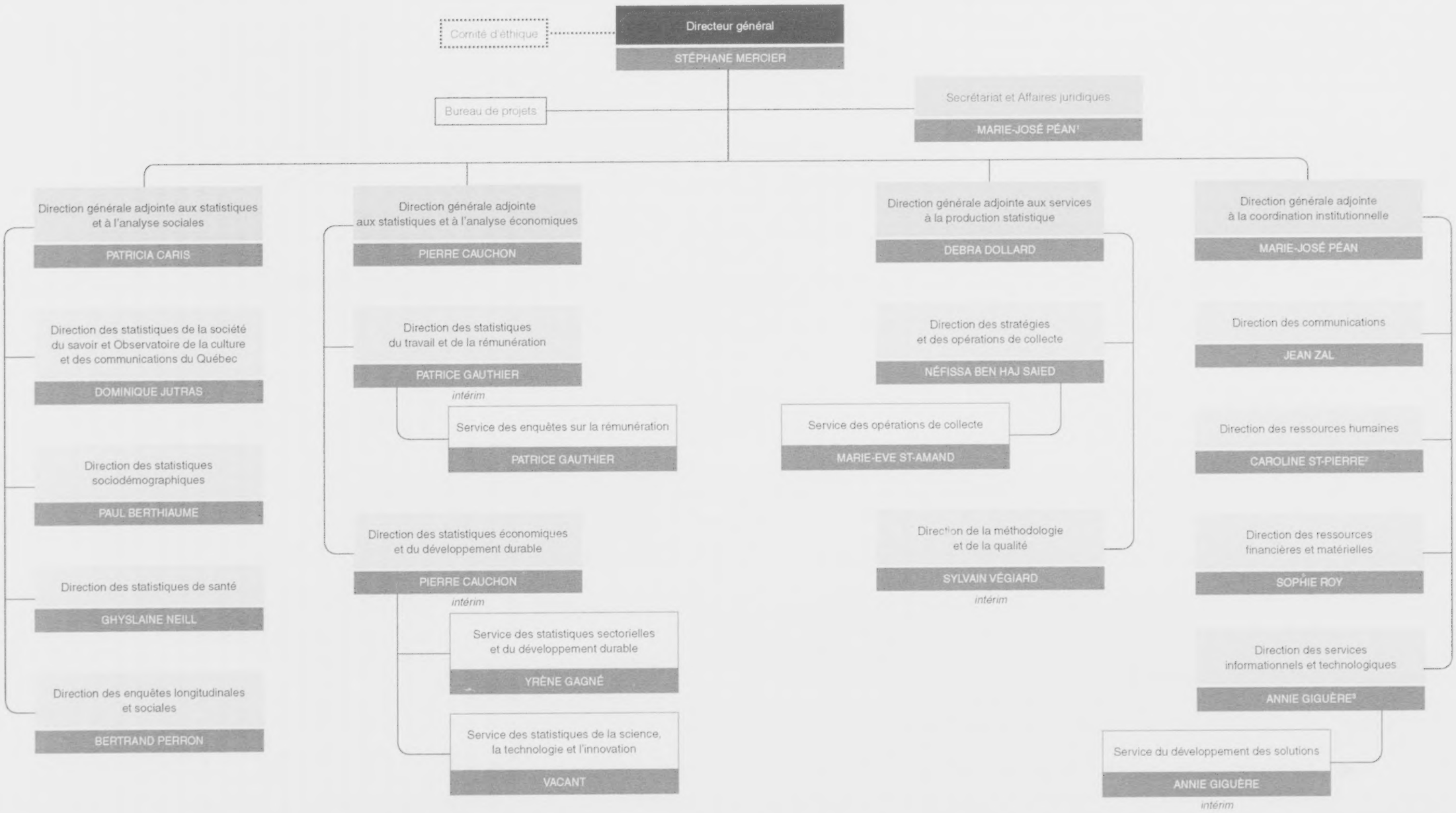
> Numéro 36	Les comportements à risque pour la santé liés au tabac, à l'alcool, aux drogues et aux jeux de hasard et d'argent. Qui les adopte ? Qui les combine ?
> Numéro 37	Quelques indicateurs de santé chez les aînés. Que révèle l'*Enquête québécoise sur la santé de la population, 2008* ?
> Numéro 38	Enquête sur les habitudes tabagiques des Québécois : une étude portant sur des comportements méconnus face à un phénomène connu
> Numéro 39	Les chutes chez les personnes âgées de 65 ans et plus vivant à domicile au Québec Série *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*
> Numéro 40	Qui sont les victimes de blessures en milieu de travail ? Ce que révèlent les données de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population, 2008*

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

ORGANIGRAMME
AU 31 MARS 2013

Québec

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC



1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
2. Responsable de l'éthique.
3. Responsable de la sécurité de l'information.

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

SOMMAIRE DES RÉSULTATS LIÉS AU PLAN STRATÉGIQUE 2009-2014

Québec

> ENJEU 1 INNOVATION POUR UN SYSTÈME STATISTIQUE QUÉBÉCOIS INTÉGRÉ

> ORIENTATION 1 STIMULER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE GOUVERNANCE NOVATRICE EN MATIÈRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES

1. Intensifier les efforts pour anticiper la connaissance statistique nécessaire pour le Québec

Nombre et nature des tribunes pertinentes où l'Institut est présent	**3** tribunes	**10** tribunes	**12** tribunes	**12** tribunes
Nombre de participants aux consultations d'anticipation	**541** organisations participantes	**772** organisations participantes	**840** organisations participantes	**595** organisations participantes
Nature des domaines de connaissance couverts	**8** nouveaux thèmes	**13** nouveaux thèmes	**16** nouveaux thèmes	**14** nouveaux thèmes
Volume et nature des activités de veille et de recherche et développement	**221** activités de veille	**208** activités de veille	**162** activités de veille	**115** activités de veille

2. Consolider le système de statistiques officielles dans une perspective de complémentarité et de cohérence

Nombre et nature des activités de consolidation	**31** activités	**35** activités	**38** activités	**32** activités
Pourcentage de statistiques officielles disponibles dans la BDSO	n.d.	n.d.	**30 %**	**33 %**

3. Alléger les demandes d'information auprès des citoyens et des entreprises

Volume de production statistique réalisée à partir de sources de données existantes	**244** publications et tableaux	**439** publications ou tableaux	**427** publications ou tableaux	**424** publications ou tableaux
Nombre d'enquêtes qui consolident des demandes d'information provenant de plus d'un ministère ou organisme	**15** enquêtes	**18** enquêtes	**21** enquêtes	**22** enquêtes
Volume d'enquêtes utilisant le multimodal, adapté à la réalité du répondant	n.d.	**31 %**	**34 %**	**33 %**

4. De concert avec les partenaires, assurer la disponibilité des données nécessaires à la production statistique

Volume des sources de données disponibles	**431** sources de données	**1 014** sources de données	**1 036** sources de données	**1 064** sources de données
Nombre d'ententes garantissant l'approvisionnement de données à long terme	**21** ententes	**20** ententes	**24** ententes	**27** ententes

> ENJEU 2 SATISFACTION DES BESOINS DE CONNAISSANCES STATISTIQUES POUR L'ÉPANOUISSEMENT DU QUÉBEC

> ORIENTATION 2 RÉPONDRE EFFICACEMENT À UNE DEMANDE CARACTÉRISÉE PAR LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ

5. Miser sur des produits et des services permettant à nos clients de réagir à la dynamique évolutive des besoins de la société

Volume d'utilisation des produits et services de l'Institut	> **112** ententes > **77** présentations (congrès, colloques) > **1 091 691** sessions sur le site Web > **475 670** consultations des publications électroniques	> **107** ententes > **71** présentations (congrès, colloques) > **1 199 784** sessions sur le site Web > **476 652** consultations des publications électroniques	> **81** ententes > **67** présentations (congrès, colloques) > **1 641 082** sessions sur le site Web > **667 053** consultations des publications électroniques	> **81** ententes > **64** présentations (congrès, colloques) > **1 615 633** sessions sur le site Web > **657 096** consultations des publications électroniques
Couverture médiatique des travaux de l'Institut	**2 108** mentions	**2 594** mentions	**2 926** mentions	**2 650** mentions

6. Maintenir la qualité et la neutralité de notre information statistique

Pourcentage des demandes traitées dans le délai fixé	> **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **95 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **98 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)	> **97 %** CID > **100 %** (services d'accès aux données à des fins de recherche)

Taux de conformité aux dates de publication annoncées	**74,1%**	**62,8%**	**69,5%**	**72,2%**
Taux de réponse aux enquêtes d'envergure	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,3**	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **103,67**	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,1**	Ratio de l'évolution des taux de réponse : **100,0**

7. Assurer un accès convivial à l'information statistique en misant sur les nouvelles technologies

Nombre et nature de modes de prestation de services	**7** nouveaux services	**4** nouveaux services	**3** nouveaux services	**3** nouveaux services
Taux de satisfaction des utilisateurs des services d'accès	**91,9%** (site Web)	—	—	—

8. Maximiser l'exploitation des données par des tiers à des fins de recherche et de prise de décision

Nombre et nature de projets d'exploitation secondaire de données	**42** projets	**41** projets	**62** projets	**65** projets
Nombre de banques de données utilisées	**85** banques de données	**79** banques de données	**178** banques de données	**181** banques de données
Nombre d'alliances en vue de permettre l'exploitation de données	**4** alliances	**24** alliances	**22** alliances	**11** alliances

> ENJEU 3 QUALITÉ ET AGILITÉ ORGANISATIONNELLE

> ORIENTATION 3 SE DÉMARQUER EN TANT QU'ORGANISATION DE HAUT SAVOIR, MODERNE ET RESPECTUEUSE DE SES RESSOURCES

9. Assurer la disponibilité de l'expertise

Taux de vulnérabilité des emplois	**24%**	**21%**	**18,5%**	**19,1%**
Nombre de jours de formation et de recherche et développement par ETC	**5,88** jours de formation par ETC	**3,80** jours de formation par ETC	**3,00** jours de formation par ETC	**2,24** jours de formation par ETC
Pourcentage de la masse salariale investie dans la formation et le développement	**4,3%**	**3,1%**	**2,3%**	**1,8%**
Taux de roulement du personnel eu égard aux emplois vulnérables	**2,78%**	**0,92%**	**1,35%**	**2,27%**

10. Maintenir la mobilisation et la motivation du personnel afin de relever nos défis

Taux de satisfaction des employés	—	**93%**	—	—
Taux d'absentéisme	**4,79%**	**3,84%**	**3,73%**	**3,98%**
Taux de participation des employés aux activités de mobilisation et de motivation	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

11. Reconnaître la contribution des ressources humaines au succès de l'organisation

Nombre et nature des activités de reconnaissance tenues	**6** types d'activités	**8** types d'activités	**6** types d'activités	**8** types d'activités
Taux des évaluations de rendement effectuées	**53%**	**66%**	**56%**	**58%**
Taux d'application des recommandations émises par les employés	Le Comité de qualité de vie au travail a été mis en place en janvier 2010	**100%**	n. d.	**100%**

12. Disposer de l'information de gestion intégrée propice à la prise de décision

Degré d'avancement des travaux	**4** processus révisés	**4** processus révisés	**3** processus révisés	**2** processus révisés

13. Optimiser la gestion des risques, des opérations et des projets en s'inspirant des meilleures pratiques

Degré d'avancement des travaux	**7** processus révisés	**4** chantiers	**4** processus révisés	**4** processus révisés

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »

Institut de la statistique Québec